

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES**B.E.I.P.I.**Association déclarée
Loi de 190130, Rue de Gramont
PARIS-2°Téléphone : RICHelieu 80-80
Compte Chèque Postal de l'Association
PARIS 7241-06**SOMMAIRE**

| | | | |
|---|----|---|----|
| <i>Le document 4415</i> | 1 | <i>Le chaos dans les kolkhozes en Bulgarie</i> | 18 |
| <i>La crise du Parti Communiste Français.</i> | 5 | <i>Le gaspillage et la désorganisation règnent dans le ravitaillement bulgare..</i> | 19 |
| <i>M. Madaule revient de Moscou, ou l'imposture des délégations</i> | 8 | <i>Les gouvernements de la Hongrie « populaire » de 1944 à 1952</i> | 20 |
| <i>U.R.S.S. et U.S.A. : Budgets militaires comparés</i> | 12 | <i>Epurations dans les Partis Communistes des Républiques Soviétiques</i> | 24 |
| <i>Préparatifs militaires communistes en Italie</i> | 14 | <i>Le « meilleur enseignement du monde »</i> | 27 |
| | | <i>Comment la « Pravda » humilie les Chinois</i> | 27 |
| LE COMMUNISME DANS LE MONDE SOVIETISE | | IMAGES DE LA VIE SOVIETIQUE | |
| <i>Le procès de Prague et la préparation des procès de Varsovie.....</i> | 15 | <i>U. R. S. S.....</i> | 28 |
| <i>Panorama de l'occupation en Autriche</i> | 17 | <i>Hongrie</i> | 28 |
| | | <i>Pologne</i> | 28 |

Le document 4415

DEVANT l'Assemblée nationale est posée la question de l'autorisation de poursuites contre cinq membres du Bureau politique du Parti communiste couverts par l'immunité parlementaire : Jacques Duclos, Etienne Fajon, François Billoux, Raymond Guyot et André Marty (1).

(La même question est posée au Conseil de la République au sujet du chef communiste Léon Feix).

La demande d'autorisation de poursuites a été formulée, le 14 octobre 1952, par le Commissaire du Gouvernement près le Tribunal militaire permanent de Paris, pour participation au crime de « démoralisation de l'armée et de la nation » (article 76 du Code pénal, 3°) et au délit d'« atteinte à l'intégrité du territoire français ou de territoires relevant de l'autorité de la France » (article 80 du Code pénal, 1°).

Le 15 octobre 1952, la demande était présentée à l'Assemblée par le ministre de la Défense nationale. Chaque député a reçu le dossier, publié en

annexe au procès-verbal de la séance du 21 octobre 1952, sous le numéro 4415 ; et la demande fut renvoyée à la Commission des immunités parlementaires.

Leurs fonctions réelles

Les cinq militants qu'il s'agit d'inculper sont d'abord des membres du Bureau politique du Parti.

C'est une constante de l'action communiste d'utiliser l'immunité parlementaire au profit de ceux des chefs du Parti que leur activité illégale expose à des risques judiciaires.

Parmi les résolutions fondamentales de l'Internationale communiste, toujours en vigueur comme charte essentielle de tout P.C., on peut lire celle-ci :

« Dans les pays où les députés communistes bénéficient encore, en vertu des lois bourgeoises, d'une certaine immunité parlementaire, cette immunité doit servir à l'organisation et à la propagande illégales du Parti. Les députés communistes sont tenus de subordonner toute leur activité

(1) Celui-ci n'est plus membre du Bureau politique depuis les « sanctions » prises contre lui par la direction du Parti ; mais il l'était encore au moment où les infractions ont été commises.

parlementaire à l'action extra-parlementaire du Parti » (2).

L'immunité parlementaire n'est donc, fondamentalement, pour Duclos, Fajon, Billoux, Guyot et Marty, qu'un moyen de couvrir les activités illégales qu'ils dirigent en raison des fonctions qu'ils occupent dans l'appareil communiste :

Duclos est, en l'absence de Thorez, secrétaire général par interim, c'est-à-dire chef du Parti communiste. Il a une longue habitude des activités illégales. Longtemps déjà avant la guerre, il aimait à se faire appeler par *l'Humanité* (voir notamment le numéro du 27 décembre 1932) le « *recordman de l'illégalité* ». S'il n'affiche plus aujourd'hui avec un tel cynisme son mépris de la loi républicaine, il n'a nullement changé pour cela.

Fajon, membre du Bureau politique, participe au travail du Secrétariat; il est, comme Duclos, « délégué » du P.C.F. auprès du Kominform; il est un ancien élève de l'École Supérieure marxiste-léniniste de Moscou (1930-1933). C'est lui qui écrivait le 6 janvier 1950, dans l'organe du Kominform : « *Il faut enlever les hésitations à ceux qui reculent devant l'affirmation de notre solidarité inconditionnelle avec l'U.R.S.S. et du rôle dirigeant assuré par elle dans tous les domaines.* »

Billoux, membre du Bureau politique, participe lui aussi (depuis la déchéance de Marty) au travail du Secrétariat. C'est lui qui, en avril 1952, avait rapporté d'U.R.S.S. les consignes transmises par Thorez et les avait développées en un article des *Cahiers du communisme* (numéro de mai) appelant aux « actions contre les fabrications de guerre, le transport et la manutention des armes et des munitions, etc. » (3). Billoux a précisé, au dernier Comité central (*Humanité* du 8 décembre), que les « idées justes » exprimées dans cet article étaient toujours en vigueur comme consignes du Parti.

Guyot, membre du Bureau politique, dirigeant de la région parisienne du Parti, spécialiste de l'action antimilitariste au moyen des jeunesses

(2) Résolution du II^e Congrès mondial de l'Internationale communiste (juillet 1920). Texte notamment dans *Thèses, manifestes et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste*, Paris, Librairie du Travail, 1934.

(3) Cet article est cité aux pages 119 et 120 du document 4415.

communistes (U.J.R.F.) qu'il contrôle, est l'un des plus fidèles agents de Moscou; c'est lui qui, rentrant d'U.R.S.S. à Paris, le 20 septembre 1939, apportait les ordres du Kremlin exigeant la désertion de Thorez, le sabotage dans les usines de chars et d'avions, et tout ce que P. Cot lui-même nomma « une attitude antifrançaise et pro-hitlérienne ».

Marty était secrétaire du Parti aux « Cadres et Masses », c'est-à-dire qu'il supervisait spécialement les groupes de choc et les activités illégales.

Aujourd'hui, Marty est en lutte ouverte (et féroce) contre les autres chefs communistes. S'il comparait avec eux devant un tribunal militaire, on peut être certain que l'instruction et les audiences seront l'occasion de confrontations sans indulgence, où l'acharnement réciproque des frères ennemis contribuera à la manifestation de la vérité.

La question posée et le sens du vote

La question posée à l'Assemblée, à l'appui de laquelle le document 4415 a été distribué, n'est pas de juger, mais de prononcer *s'il y a matière à inculpation*.

Les chefs communistes mis en cause ont lancé une vaste campagne contre l'armée française, qui soutient en Indochine les durs combats que l'on sait. Cette campagne vise à la fois à déshonorer nos soldats et à les priver de matériel par le sabotage organisé des fabrications et des transports militaires.

Quoi que l'on pense, et que l'on ait le droit de penser et d'exprimer par ailleurs, au sujet de la politique menée par la République française, il n'est pas possible de tolérer, dans un Etat organisé, qu'une fraction braye la loi et travaille à la défaite de l'armée.

Il n'est pas demandé à l'Assemblée de mesurer les culpabilités et les châtements. Il lui est demandé de dire si de tels actes peuvent être commis sans que les tribunaux compétents aient à en connaître.

Notre armée se bat. L'urgence et la gravité de la question posée sont irrécusables. On pourrait même regretter qu'une telle question, posée par le Tribunal militaire de Paris depuis le 14 octobre, n'ait pas encore reçu de réponse. Du moins ce délai n'aura pas été inutile s'il permet à chaque parlementaire de peser en conscience ses responsabilités nationales.

Voter la levée de l'immunité parlementaire, c'est prononcer que ceux qui organisent le sabotage de notre matériel militaire doivent — avec

Notre but

Le B.E.I.P.I. a pour but de faciliter le travail des membres de notre Association. Il leur apporte chaque quinzaine des études inédites des documents révélateurs et des informations contrôlées sur la politique internationale notamment sur celle des pays du bloc soviétique, et sur le Communisme lui-même. Ces informations sont extraites en particulier des publications communistes du monde entier, ainsi que d'autres publications.

Tous les renseignements contenus dans le Bulletin sont publiés en vue de leur diffusion. C'est dire que nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. D'autre part nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à B.E.I.P.I., 30, rue de Gramont, Paris (2^e).

les garanties que la loi républicaine donne à la défense — s'en expliquer devant les tribunaux.

Refuser la levée de l'immunité parlementaire, ce serait voter POUR Duclos et ses complices ; ce serait affirmer qu'il est normal, licite, irréprochable d'insulter nos combattants, de saboter leurs armes et leur matériel et de TRAVAILLER A LEUR DEFAITE.

Le contenu du dossier

Le dossier 4415 est abondant : il a 138 pages. Il contient les témoignages écrits, les uns publics, les autres secrets, de l'action menée par les chefs communistes contre l'armée française. Malgré cette abondance, il est bien certain que tout n'y figure pas ; il y aurait fallu des milliers de pages. Le Parti communiste dispose en effet de 16 quotidiens, de 80 hebdomadaires, d'une vingtaine de revues et périodiques pour la seule France métropolitaine (4), et d'une dizaine de maisons d'éditions à Paris. Toutes les campagnes décidées par la direction du Parti communiste sont répercutées par cet énorme appareil de propagande.

On retiendra particulièrement le bref mais substantiel « nota » de la page 78 qui s'ajoute à l'important développement des pages 77-78.

La qualification juridique y est indiquée. Le paragraphe sur la « provocation à sabotage » ne signifie pas que l'organisation du sabotage n'est pas retenue contre les chefs communistes : c'est au contraire le point essentiel de leur entreprise criminelle. Mais la manière dont ils s'y prennent nécessite et justifie la forme donnée à l'inculpation.

En effet, les chefs communistes ne provoquent pas ouvertement à tel ou tel acte concret et précis de sabotage : ils font campagne, sans indications techniques, pour le sabotage des transports et du matériel militaires, de façon à laisser la responsabilité de chaque acte déterminé retomber sur les militants d'exécution. Mais l'organisation de cette campagne par les chefs communistes tombe sous le coup de l'inculpation de « démoralisation ».

Le dossier 4415 établit que les chefs communistes visés ont, en qualité de dirigeants du Parti, donné des consignes formelles et répétées :

1. — Aux soldats : de révolte et de fraternisation avec l'ennemi (voir notamment, page 127, Guyot : « Nous appelons les conscrits et les soldats... à fraterniser avec les peuples en lutte pour leur indépendance », (c'est-à-dire avec les hommes d'Ho Chi Minh) ;

2. — Aux dockers : de refus d'embarquer le matériel militaire (voir notamment, page 93, les consignes données par Duclos) ;

3. — Aux ouvriers : de saboter la fabrication du matériel (voir notamment le mot d'ordre de Duclos, page 95 : « Lutter concrètement dans les usines contre les fabrications de guerre, lutter concrètement contre les transports de matériel de guerre »).

Parmi les documents, où les mêmes formules se trouvent répétées, le plus important est assurément le Cahier de Duclos.

Le Cahier de Duclos

L'importance du Cahier de Duclos vient de ce qu'il constitue en fait un véritable procès-verbal des réunions secrètes tenues par le Secrétariat et le Bureau politique du Parti communiste.

Les réunions du Secrétariat, en effet, ne don-

(4) Voir un recensement de la presse communiste dans le B.E.I.P.I., n° 66, pp. 12-13.

nent jamais lieu à aucune espèce de compte rendu ; rien n'est publié sur leur date, leur lieu ou leur objet.

Celles du Bureau politique se tiennent aussi secrètement : on n'annonce ni leur date ni leur lieu. Après coup, elles sont généralement suivies d'un communiqué dans l'*Humanité* : on peut constater, par une comparaison avec les comptes rendus du Cahier de Duclos, que ces communiqués sont de pure forme et, la plupart du temps, ne reflètent nullement le caractère de la réunion.

Ce Cahier, rappelons-le, était dans la serviette de Duclos, lors de son arrestation le 28 mai. Après la mise en liberté du « recordman de l'illégalité », la saisie du Cahier a été confirmée les 17 et 26 juillet 1952.

La propagande communiste a tenté d'en minimiser l'importance en prétendant qu'il s'agissait d'un simple « cahier de notes politiques et économiques ». Le contenu prouve qu'il n'en est rien. Les présences et les interventions des chefs communistes au Bureau politique y sont soigneusement notées. C'est ainsi que l'on a eu la confirmation de l'appartenance, clandestine mais réelle, des chefs « syndicaux » Frachon et Monmousseau au Bureau politique ; et de celle de Marcel Servin, chef technique de l'appareil policier du Parti.

C'est par le Cahier que l'on a su que l'article de Billoux de mai 1952 contenait les instructions soviétiques dictées par Maurice Thorez.

D'autre part, les listes nominatives de militants responsables, à divers degrés de la hiérarchie du P.C., que Duclos a eu l'imprudence d'y noter, attestent, elles aussi, que l'on se trouve en présence d'une pièce des archives personnelles tenues par le secrétaire général intérimaire.

Les extraits du Cahier de Duclos cités dans le dossier, outre les renseignements qu'ils apportent sur l'action antimilitariste du Parti communiste, confirment explicitement qu'il travaille à la défaite de l'Armée française. Comment, dès lors, pourrait-on refuser aux tribunaux d'en connaître ?

« Délit d'opinion »

Les chefs communistes en cause prétendent, sous deux formes, qu'ils sont visés pour un délit d'opinion.

1. — Ils disent, ou font dire, qu'ils n'ont rien fait d'autre que professer une opinion sur la guerre d'Indochine, semblable par exemple à celle de M. Daladier. Cet exemple est aussi mal choisi que possible.

En effet, M. Daladier n'a évidemment jamais demandé que l'on travaillât à la défaite de l'armée française, ni que l'on sabotât nos transports et fabrications militaires. En outre, M. Daladier s'est prononcé lui-même sur la criminelle entreprise des chefs communistes. Il a écrit dans la *Dépêche du Midi*, et cela dès le 18 septembre 1950, car l'organisation du sabotage ne date pas d'hier, ces lignes qui définissent nettement sa position :

« Les chefs communistes demandent avec courage — je le dis — à leurs troupes de saboter les armements. Que les pouvoirs publics leur opposent un courage égal. »

2. — D'autre part, les chefs communistes font mine de s'indigner du fait que le dossier 4415 fasse mention de leurs « intentions » et de leur « état d'esprit », et, par une dialectique assez grossière, ils en concluent qu'il s'agit d'un « délit d'opinion ». En réalité l'accusation apporte la preuve, comme elle le doit, que les coups portés à l'armée française ne l'ont été ni par inadver-

tance ni inconsciemment, mais en procédant d'une intention de nuire à la Défense nationale.

Il est donc important de relever à la charge de Duclos qu'il écrit dans son Cahier : « Nous travaillons pour défaite certaine de cette armée au Viet-Nam... » ; à la charge de Fajon (page 96 du Cahier de Duclos) son intervention au Bureau politique du 16 mai, où il considère « la lutte du peuple vietnamien » (il veut dire d'Ho Chi Minh) comme un « facteur décisif » de la « lutte commune », où il recommande « le travail de masse auprès des soldats » ; à la charge de Billoux (dossier 4415, page 116 ; Cahier de Duclos, pages 40 à 42) ses recommandations sur l'interdiction à Marseille des transports de troupes et de munitions en Indochine, sur le sabotage des fabrications de guerre à Paris, sur la nécessité de « concentrer les coups sur les points décisifs » ; à la charge de Guyot (dossier 4415, page 121 ; Cahier de Duclos, pages 46 et 47) son intention de travailler à la « désagrégation du corps expéditionnaire » et de « poser le problème de la fraternisation ».

S'il n'y a rien sur l'« état d'esprit » de Marty, c'est que le Cahier de Duclos ne contient aucune indication à ce sujet. On s'aperçoit en effet qu'aux réunions du Bureau politique et du Secrétariat, Marty ne sortait quasiment jamais de son mutisme absolu.

En somme le Cahier, pièce capitale du dossier 4415, montre que Duclos n'avait pas menti quand, par son message public à Ho Chi Minh du 3 mars 1952 (publié dans l'*Humanité* du 6 mars) il lui promettait la « solidarité agissante » des communistes français et parlait de leur « lutte commune ».

Les chefs communistes sont pour la guerre d'Ho Chi Minh

Les chefs communistes prétendent encore que les charges relevées contre eux sont « politiques ». En réalité ce sont eux qui tentent une diversion politique en menant grand vacarme autour de leur soi-disant « opposition à la guerre ».

Ils ne « désapprouvent » pas la guerre d'Indochine : ils approuvent la guerre que nous fait Ho Chi Minh, ils désapprouvent et combattent seulement la résistance de l'Armée française.

Ils sont pour la « paix » ? Ils sont pour une seule sorte de paix en Indochine : celle qui résulterait de la victoire totale d'Ho Chi Minh. Ils travaillent de toutes leurs forces à la victoire de l'ennemi, à la défaite de la France.

Et ils y travaillent d'une manière extraordinairement féroce. Nous rappellerons un fait qui n'est pas mentionné dans le document 4415, mais qui lui apporte un contexte significatif.

Lorsque les bandes d'Ho Chi Minh perpétrèrent, en juillet dernier, l'odieux massacre du Cap Saint-Jacques où, dans un hôpital civil, des femmes, des enfants et des blessés sans défense furent assassinés à la mitrailleuse et au coupe-coupe, les communistes, après avoir tenté de nier le fait, en reconnurent la réalité ; et ils annoncèrent que ces atrocités continueraient tant que la France ne capitulerait pas devant Ho Chi Minh, aux conditions stalinienne.

Ce chantage, cet ultimatum abominables se sont étalés en ces termes dans l'éditorial de l'*Humanité* du 29 juillet 1952 :

« ... Les voilà qui montent en épingle un épisode de la guerre au cours duquel des femmes et des enfants français ont été tués au Cap Saint-Jacques. Pour n'avoir plus à déplorer la mort de

femmes, d'enfants et aussi d'hommes, il n'y a qu'une issue : rétablir la paix au Viet-Nam, rappler le corps expéditionnaire. »

Ne pouvant obtenir une victoire militaire, les communistes nous font savoir que leurs « camarades » d'Indochine continueront ces atrocités volontairement et systématiquement organisées. Tel est le contenu de leur « propagande pacifique » : car cet éditorial-ultimatum de l'*Humanité* était intitulé « Paix au Viet-Nam ».

Les vraies questions

Il n'est pas certain que Duclos, Fajon, Billoux, Guyot et Marty viennent défendre eux-mêmes leur immunité au cours du débat de l'Assemblée nationale.

Mais on peut être assuré que les députés communistes tenteront toutes les diversions politiques imaginables.

Pourtant, il existe un certain nombre de questions auxquelles ils ne peuvent répondre sans avouer leur duplicité et culpabilité en toute cette affaire :

1. — *Etes-vous pour la victoire d'Ho Chi Minh sur le corps expéditionnaire français ?* Aucun communiste ne peut répondre non sans être désavoué par le Parti.

2. — *Désavouez-vous tout sabotage de matériel militaire destiné aux soldats français d'Indochine ?* Aucun communiste ne peut répondre oui sans être désavoué par le Parti.

3. — *Encouragez-vous la fraternisation des soldats français avec les hommes d'Ho Chi Minh ?* Aucun communiste ne peut répondre non sans être désavoué par le Parti.

4. — *Désapprouvez-vous le massacre des femmes, enfants et blessés français au Cap Saint-Jacques ?* Aucun communiste ne peut répondre oui sans être désavoué par le Parti.

5. — *Etes-vous opposés à la collecte de sang pour les blessés français d'Indochine ?* Aucun communiste ne peut répondre non sans être désavoué par le Parti.

6. — *Désapprouvez-vous les manifestations communistes qui insultèrent un soldat français mort pour la France, pendant son inhumation, à Montataire ; qui attaquèrent un train de blessés français revenant d'Indochine, à Avignon ?* Aucun communiste ne peut répondre oui sans être désavoué par le Parti.

**

Telles sont les questions auxquelles tout parlementaire doit penser, et qu'il serait opportun de poser clairement, en exigeant une réponse, par oui ou par non, à Duclos, Fajon, Billoux, Guyot et Marty, ou à leurs porte-parole lors du débat sur la levée des immunités parlementaires.

Telles sont les questions que la Commission des immunités aurait intérêt à poser maintenant.

Ces questions, encore une fois, ne tendent même pas à prononcer sur la culpabilité : cela n'est pas ce qui peut se décider devant l'Assemblée. Mais elles permettent d'établir sans équivoque que la demande d'autorisation de poursuites, étayée par le document 4415, est loyale et sérieuse ; qu'elle est même nécessaire et urgente : elle a été déposée le 15 octobre 1952 ; il est plus que temps de décider.

La crise du Parti Communiste Français

Ce serait assurément négliger le problème essentiel que de retenir seulement des travaux et des résolutions du Comité central du P.C.F., réuni à Gennevilliers les 5, 6 et 7 décembre, ce qui concerne l'expulsion de Marty et de Tillon de tous les organismes directeurs et la décision de soumettre la question de l'appartenance de Marty au Parti à l'examen de sa cellule. L'affaire Marty-Tillon n'a occupé qu'une partie des débats — pas même le tiers — et on peut assurer qu'elle a tenu moins de place encore dans les préoccupations des membres du Comité central et du Bureau politique.

Presque tous pensaient à autre chose, et ce n'était pas au dix-neuvième congrès du parti bolchévique de l'U.R.S.S., ni à la dernière contribution « géniale » de Staline au progrès de la science économique, pas plus qu'au rapport de G. Cogniot consacré à mettre en valeur ces événements « historiques ». Ils songeaient avant tout aux conflits jusqu'alors obscurs, mais patents désormais qui opposent à la tête du Parti, au secrétariat et au bureau politique, au moins deux tendances ou deux clans sous les regards, — inquiets ou ravis — d'un troisième.

Ces conflits, nous ne les connaissons que par les discours prononcés devant le Comité central — discours dont l'*Humanité* a rendu compte avec une prolixité assez insolite — et ces discours, qui engageaient durablement leurs auteurs, ont à coup sûr atténué les oppositions. Mais les participants avaient de celles-ci une impression directe qui dû être fort révélatrice s'il est vrai, comme le veulent des informations rapportées, semble-t-il, par des journalistes qui touchent de près au P.C., que les membres du Bureau politique ou du secrétariat entraînaient dans les coins les délégués de province et essayaient de leur démontrer que les tenants de la tendance adverse étaient en pleine « déviation ».

A ce spectacle inhabituel, les staliniens chevronnés qui composent le Comité central ont dû frémir comme s'ils avaient senti trembler les parois du temple.

L'autocritique des amis de Marty

Le rapport de Léon Mauvais (1) sur les activités fractionnelles de Marty et de Tillon fournira aux historiens, sinon des faits correctement interprétés, du moins des indications précieuses sur la politique communiste de 1944 à 1947, et même durant la guerre, à Alger et en France. Mais, politiquement, ce long réquisitoire n'a rien apporté de nouveau. Depuis qu'on les sait condamnés par Moscou, les deux anciens mutins ne sont plus aux yeux des militants responsables que des « cadavres politiques », et nul ne pouvait s'attendre à ce que quelqu'un osât plaider pour eux.

Les seules interventions qui se produisirent furent des « autocritiques ». André Voguet, Maurice Armanet, Lucien Midol, Raoul Calas, Roger Garaudy et Michel Vandiel furent, tous, à des titres divers, des collaborateurs de Marty, et ils vinrent, l'un après l'autre, apporter leur témoignage contre l'homme qui, pour certains d'entre eux au moins, les avait aidés à faire carrière dans le parti (2). On peut en dire autant de Guy

(1) *Humanité*, 10-12-52.

(2) *Humanité*, 11-12-52. L'une de ces interventions, — celle de Raoul Calas, — a un accent de sincérité et d'humanité à peu près inconnu aujourd'hui au Parti communiste. On peut prédire que cet homme quittera le parti un jour ou l'autre.

Ducoloné, l'un des dirigeants de l'U.J.R.F. actuellement incarcéré qui, de la prison de Fresnes, adressa à Jacques Duclos une lettre où il se déclarait « d'accord à l'avance avec les décisions qui seront prises, persuadé que les sanctions seront sévères et à la mesure des fautes commises ». Or, Ducoloné était de ceux sur qui Marty exerçait une forte influence (3).

Il est possible que pour tel ou tel de ceux qui sont ainsi venus faire leur *mea culpa* ou donner des gages de leur fidélité au Parti et de leur rupture avec les « fractionnistes », les hautes instances du Parti ou du Kominform estiment que l'effort a été insuffisant, qu'ils devront pousser plus avant leur « autocritique ». Qui pourrait d'ailleurs garantir que tous ont parlé dans la sincérité de leur cœur, sans restriction mentale ? Certains se verront sans doute accusés de n'avoir condamné Marty et Tillon que pour donner le change pour rester au Parti et dans les postes qu'ils y occupent, pour maintenir des « martystes » dans l'appareil.

Mais ce qui compte pour le moment, c'est que, comme il fallait s'y attendre, Marty et Tillon soient considérés par tous comme exclus moralement du Parti, c'est-à-dire comme des hommes dont il convient de dire tout le mal possible pour montrer qu'on est dans la ligne. Ainsi est-on amené à chercher ailleurs la cause des dissensions qui ravagent présentement les organismes dirigeants du P.C.F.

Divergences d'opinion

Si l'on s'en tenait aux discours prononcés à la dernière session du Comité central, et notamment au rapport de Billoux, à l'intervention de Lecœur et au discours de clôture de Jacques Duclos, on ne sentirait peut-être pas avec une acuité suffisante les divergences d'opinion qui séparent les tenants des diverses tendances, et moins encore l'aspect personnel de la querelle. Les nuances, très sensibles, pourraient n'avoir d'autre cause que des différences de tempérament oratoire, et le discours de Jacques Duclos n'apparaîtrait plus flou et plus vague que le rapport de Billoux dont il semble reprendre les grandes lignes que par l'habitude de l'éloquence parlementaire.

Mais, si l'on compare le rapport de Billoux, non plus au discours de Duclos, mais au rapport que celui-ci présenta à la précédente session du Comité central (4) (celle des 3 et 4 septembre au cours de laquelle fut « démasquée » l'activité « fractionniste » de Marty et de Tillon) ou au rapport de Fajon à la session du 18 juin (5), les divergences alors deviennent éclatantes. La polémique que l'on n'ose pas faire trop ouvertement à une même session du Comité central se poursuit d'une session à l'autre, et le rapport de Billoux est sans conteste une réplique aux deux rapports de politique générale présentés lors des précédentes sessions.

Le rapport de Billoux

L'essentiel du rapport de Billoux se retrouve dans le passage de la résolution adoptée par le Comité central qui porte, dans l'*Humanité* du 9-12-1952, ce sous-titre qui constitue à lui seul un programme : « *Il faut liquider la tendance opportuniste* ».

(3) *Humanité*, 10-12-52.

(4) *Humanité*, 4 septembre 1952.

(5) *Humanité*, 19 juin 1952.

Voici le texte :

« *Cependant, la juste application de la politique du Parti s'est trouvée elle-même freinée par une tendance opportuniste certaine. Les tâches du Parti seront d'autant mieux accomplies que cette tendance, contre laquelle la lutte a été engagée, sera complètement liquidée.*

« *La tendance opportuniste s'est exprimée principalement dans la sous-estimation des forces profondes qui se développent dans les masses et, de ce fait, par la place exagérée donnée dans l'analyse de la situation aux aspects purement parlementaires, c'est-à-dire superficiels ; elle s'est exprimée par une propension à céder à la pression de l'ennemi de classe, basée sur l'idée purement imaginaire d'un état d'isolement et d'inefficacité du Parti. Cette tendance s'est manifestée notamment au lendemain du 12 février et du 28 mai 1952.*

« *Au lendemain de la journée du 12 février 1952, les enseignements qui résultaient de cette riche expérience politique auraient dû être nettement dégagés et formulés par le Bureau politique, pour être ainsi mis à profit pour les actions ultérieures.*

« *S'il est évident que c'est de l'action des masses que dépend tout pas en avant et que « l'influence réelle d'un parti se mesure aux actions qu'il est capable d'organiser et de diriger », ainsi que M. Thorez le souligne dans Fils du Peuple en rappelant un enseignement capital de Staline, alors chacun comprend que l'organisation de cette action de façon à y entraîner les plus larges masses possibles est la question décisive et qu'il faut mettre en pleine lumière toutes les imperfections et toutes les faiblesses dans ce domaine pour les corriger et pour avancer.*

« *Il appartenait au Bureau politique du Parti d'étudier à fond le 12 février 1952 du point de vue de la nécessité absolue de toujours relier les revendications immédiates aux objectifs politiques rapprochés, sans détacher ceux-ci des perspectives. De cette journée se dégagent de grandes leçons à la fois pour la lutte contre la tendance à se fier à la spontanéité des masses, ce qui est la négation même du rôle du Parti, et la nécessité de savoir combiner des actions de caractères différents dans une action d'ensemble unie. L'expérience accumulée et les indications souvent renouvelées de M. Thorez que le front unique, c'est l'action et l'organisation de l'action permettaient d'approfondir la conception du front unique, de l'unité de la classe ouvrière en lutte, notamment en ce qui concerne le nécessaire combat contre le parti socialiste et ses dirigeants, organisateurs de la scission et porteurs de l'idéologie de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.*

« *Après la magnifique manifestation de lutte du prolétariat et du peuple de Paris le 28 mai 1952 contre Rigdway, et après l'arrestation illégale du camarade J. Duclos, après la journée du 4 juin, le Comité central et son Bureau politique en particulier ont eu tendance à affaiblir la lutte contre la social-démocratie et à compter sur la neutralité d'une fraction de la bourgeoisie. On a incité à un certain abandon, en pratique, des idées justes qui, élaborées par la direction du Parti, s'étaient exprimées dans l'important article du camarade François Billoux, publié dans le numéro de mai 1952 des Cahiers du Communisme » (6).*

Or, qui donc au Parti communiste, a tendance à juger la situation sous son aspect parlementaire, sinon Jacques Duclos ? Depuis que Thorez est absent, Duclos, qui assure l'intérim, a laissé à

Billoux sa place à la tête du groupe parlementaire, mais chacun sait bien que celui qui risque de s'abandonner au « *crétinisme parlementaire* » — c'est un mot de la maison — ce n'est pas Billoux, mais Duclos. Qui donc, au lendemain du 12 février, a écrit, ce qui d'après Billoux était faux, qu'« *il est normal qu'une grève politique rassemble moins de participants qu'une grève quelconque* », sinon Fajon dans l'Humanité du 13 février 1952 ? Qui donc au lendemain du 28 mai et du 4 juin a incliné ou incité à l'abandon des idées justes, contenues dans l'article écrit par Billoux pour le numéro de mai des Cahiers du Communisme, sinon Fajon encore qui, dans son rapport du 18 juin, déclarait que cet article était « *insuffisamment clair et complet* » et qu'écrit pour corriger « *un certain nombre d'erreurs, notamment opportunistes* » il avait été interprété comme marquant un changement de politique dans un sens plus étroit, c'est-à-dire sectaire ? Et qui donc proclamait que « *le sectarisme est le défaut le plus tenace, celui qui fait présentement le plus de mal au Parti* », sinon Fajon dans le même rapport, alors que Billoux cette fois signale l'opportunisme comme le pire des fléaux ?

Et l'on pourrait ainsi multiplier les rapprochements et les oppositions. Billoux manifestement a répliqué à Duclos et à Fajon. Il a d'ailleurs fait plus, au point de friser le « *fractionnisme* » puisqu'à mots couverts, il a montré qu'il était solidaire de Lecœur et que c'était à Duclos qu'il en avait. Il a, dans son rapport, déclaré que ce n'était pas « *l'organisation* » qui était en cause, mais « *l'application de la juste ligne du Parti* ». Or, le secrétaire à l'organisation, c'est Lecœur, et le responsable de l'application de la ligne politique, c'est celui qui fait l'intérim du secrétaire général, c'est Jacques Duclos.

Origine et portée des conflits

Le secrétariat du P.C. ne comprend actuellement que deux secrétaires régulièrement nommés, puisque Thorez est empêché et Marty exclu. Ce sont Duclos et Lecœur. Ils sont appuyés par Fajon, par Billoux et, semble-t-il, également par Mauvais. Or, très distinctement, ces cinq hommes sont partagés. D'un côté, Duclos et Fajon ; de l'autre Lecœur et Billoux. Entre les deux, Mauvais semble appelé à jouer les conciliateurs. Quant aux autres membres du Bureau ou bien ils penchent vers l'une ou l'autre des tendances exprimées au secrétariat, ou bien, comme c'est le cas des syndicalistes Frachon, Monmousseau, Molino, ils observent et comptent les coups, l'un d'entre eux, il s'agit de Frachon, ne devant pas être très fâché de voir qu'il sera ou qu'il serait difficile de trouver dans le secrétariat un successeur à Maurice Thorez.

De ces conflits aujourd'hui manifestes, quelle est l'origine, quelle est la portée ?

La considération des dates suffit pour que l'on soit autorisé à conclure que l'affaire Marty et Tillon est venue exaspérer le conflit, mais qu'elle ne l'a vraisemblablement pas provoqué. Quand Fajon en juin s'en prenait à l'article de Billoux, ni l'un ni l'autre ni personne au secrétariat ne devait s'attendre à ce que Marty soit l'objet d'une pareille condamnation de la part de Moscou. Mais, depuis que l'ordre est venu, il y a, si l'on ose dire, de la disgrâce dans l'air. L'opinion de Moscou semble être qu'un vaste complot d'inspiration trotsko-titiste ronge le Kominform et l'on s'attend au Bureau politique, à voir frapper d'autres « *coupables* ».

Qui sera désigné aux prochaines injures ? En dénonçant les encouragements au sectarisme contenus dans l'article de Billoux, Fajon semblait ranger celui-ci parmi les sectaires à la Marty. Contre

(6) Humanité, 9-12-52.

Lecœur, il serait aisé de formuler des charges du même genre. N'est-il pas responsable à l'organisation ? Or, où voit-on que les amis de Marty aient été épurés, ou du moins condamnés à une certaine retraite ? On s'aperçoit au contraire qu'un « martyste » avéré, Léon Feix, a été chargé de porter les couleurs du Parti aux dernières élections partielles. Certes, il a procédé à son autocritique et apporté sa contribution au dossier de l'affaire Marty (7). Mais le mettre en vedette après cette aventure peut fournir prétexte à bien des soupçons. Lecœur peut dire qu'il a voulu isoler Marty en montrant à ceux qui seraient tentés de le suivre qu'ils ont toujours leur place au parti s'ils veulent bien faire amende honorable : la tactique est d'usage courant dans le parti. Mais les adversaires du secrétaire à l'organisation sont également fondés à prétendre qu'une telle méthode a le grave inconvénient de décourager ceux qui avaient résisté aux pressions de Marty, — puisque c'est aux « coupables » que vont les prévenances, — et il doit bien se trouver quelques bonnes âmes pour laisser entendre que l'on ne s'y prendrait pas autrement pour conserver au sectarisme ses positions et ses places-fortes, dans le Parti.

Devant les conséquences de telles imputations, Billoux et Lecœur ont résolu de contre-attaquer. Ils ne sont pas sans savoir que, dans toutes les épurations révolutionnaires, (c'est ainsi depuis quatre-vingt-treize) les charrettes sont composites, et que les maîtres de l'heure envoient volontiers ensemble à l'échafaud des *citras* et les *ultras*. Aux sectaires Tillon et Marty, on peut ajouter d'autres sectaires (et ce doit être en gros ce que pensent Faïon et Duclos qui jettent des soupçons de sectarisme), mais on peut aussi y mêler des opportunistes : d'où la tendance de Billoux et de Lecœur à coller cette étiquette, également fatale, sur le dos de leurs adversaires.

Aussi Billoux a-t-il pris soin d'abord de mêler les pistes. Marty était opportuniste autant que sectaire, a-t-il affirmé dans une formule vraiment représentative de la logomachie que l'on décore pompeusement du nom de dialectique : « *Ces deux camarades, a-t-il dit, sont la représentation vivante de ce que peut donner un mélange d'opportunisme et de sectarisme sur un fond endurci d'opportunisme sous le couvert de phrases et de gesticulations gauchistes* ». Ainsi, Marty et Tillon ne sont plus des voisins dangereux seulement pour Lecœur et Billoux ; puisque le fond « *endurci* » de leur attitude, c'est l'opportunisme, ils compromettent tout autant Duclos et Faïon.

Après cette première parade, Billoux a fait affirmer publiquement que son article de mai, dont on faisait un chef d'accusation contre lui, exprimait la « juste politique » du parti et que les idées qui s'y trouvaient développées restaient valables, qu'elles indiquaient toujours la voie à suivre. Le « durcissement » de l'action communiste que la parution de cet article avait provoqué, ou qui avait coïncidé avec elle n'était donc pas une faute, et il n'y a aujourd'hui, contrairement à ce qu'avait dit Faïon, rien à y reprendre. Il suffit de l'appliquer mieux.

Ainsi, il sera désormais difficile de rendre Billoux responsable des échecs du premier semestre de l'année sans s'en prendre au Comité central tout entier.

D'où viennent ces divergences ? D'analyses différentes de la situation ? De différences de goûts et de penchants personnels ? Assurément non.

Aucun effort n'a été fait, ni même tenté d'un côté ou de l'autre, pour étudier d'un peu près la situation réelle de l'opinion, et notamment de sa portion populaire. Parler de « bouillonnement

des masses » comme le fait Billoux, c'est vraiment se payer de mots. Les tenants de l'autre tendance seraient plus près de la réalité s'il est vrai, comme on le leur reproche, qu'ils croient à l'isolement du parti. Mais ils se gardent bien d'employer ce mot, et ce qu'ils disent de l'état d'esprit des masses ne diffère guère de ce qu'en disent les autres.

Même remarque en ce qui concerne la politique à suivre à l'égard du parti socialiste : tout le monde est pour l'unité ; tout le monde affirme que cette unité doit se faire à la base et que la condition première en est la dénonciation des dirigeants socialistes. Tout le problème est de savoir à quel degré de la hiérarchie on est un dirigeant, si c'est à celui de secrétaire de section ou à celui de député. Duclos, dit-on, serait pour la seconde interprétation, Billoux pour la première, et ce sont là des divergences qui ne sont pas minces.

Mais l'identité de la formulation est telle que l'on n'échappe pas à l'impression que le passage d'une position à l'autre, de celle qui est proche de l'opportunisme à celle qui est voisine du sectarisme serait la chose la plus aisée du monde et qu'elle n'exigerait aucun sacrifice. En réalité, les uns et les autres sont prêts, si l'ordre en vient, à passer de l'autre côté, à mettre l'accent sur ce qu'aujourd'hui ils estompent. Autant qu'on en puisse juger en s'appuyant sur les seuls documents accessibles, les tendances ainsi révélées ne sont ni cristallisées, ni même anciennes, selon toute vraisemblance. Elles sont nées des circonstances présentes, du désarroi jeté dans les esprits par les échecs répétés du Parti et la vigueur inusitée de la répression, de la peur de la disgrâce consécutive à ces mêmes échecs et surtout à l'affaire Marty, et par dessus tout du manque de netteté des consignes moscovites.

Ceci n'est évidemment qu'une hypothèse, mais elle semble la seule qui permette d'expliquer la division du secrétariat. Chacun cherche le vent, et comme le vent hésite, les girouettes tournent au hasard.

Dans l'attente des ordres

On peut croire que Billoux et Lecœur expriment le point de vue de Thorez, le point de vue soviétique qui leur vient par Thorez. Lecœur est depuis toujours dévoué au secrétaire général sans qui il ne serait jamais monté si haut dans le parti, et rien ne permet de croire que Thorez l'ait abandonné. Quant à Billoux, n'est-ce pas à lui que Thorez a dicté la note que le Bureau politique a si longuement discutée en mars et en avril dernier et dont l'essentiel devait être repris dans l'article litigieux des *Cahiers du Communisme* de mai. En défendant cet article, Billoux s'abritait derrière Thorez, ce qui n'était pas sans rendre délicate la position de Duclos et de Faïon.

Mais peut-on croire que ces deux derniers dont l'un est le délégué du Parti au Kominform et dont l'autre assure son secrétariat général sont sans rapports avec les habituels messagers de Moscou, sans rapports notamment avec l'ambassade soviétique ? Une telle solitude n'est pas même concevable. Et comme tous les quatre, Billoux aussi bien que Faïon, Lecœur aussi bien que Duclos ne demandent qu'à exécuter les ordres des soviétiques, *force est bien de croire, ou que ces ordres n'arrivent pas par le même canal et qu'ils sont déformés en route (ce qui mettrait en cause Thorez lui-même), ou que les Soviétiques n'ont pas tranché encore, et qu'ils laissent ainsi dans l'embarras et l'angoisse leurs employés de France, désemparés parce que les ordres manquent.*

Cette seconde hypothèse paraît la plus vrai-

(7) Voir *France Nouvelle*, 3 octobre 1952.

semblable. Mais il resterait à savoir si cette absence d'ordres est volontaire ou si elle dénote un embarras véritable. A en juger par l'accueil inattendu que Vychinski a réservé à la proposition indienne à l'O.N.U., on est en droit de croire qu'il y a quelque flottement dans la politique stalinienne. Mais ce serait assez dans le genre des disséqueurs d'âmes du Kremlin que de laisser se

débattre et s'enfermer des militants qui, selon eux, portent tous au cœur un traître qui s'ignore. Le vent est à l'épuration dans tout l'appareil international du communisme. Avant de frapper à nouveau — car ce n'est sans doute pas assez de deux victimes pour la France — on juge peut-être excellent à Moscou de laisser les victimes se désigner elles-mêmes par quelques faux-pas.

M. Madaule revient de Moscou, ou l'imposture des délégations

LA participation récente de M. Madaule à une délégation en Union Soviétique mérite de retenir l'attention. Il est un catholique militant très influent. Il est également historien. Son témoignage revêt donc une double importance. Tout d'abord, il est susceptible d'influencer en faveur de l'U.R.S.S. les milieux catholiques plus ou moins touchés par le « progressisme ». M. Madaule ne peut en effet, malgré des contacts éphémères, être considéré comme un crypto-communiste avéré. Lui-même, d'ailleurs, a tenu à préciser qu'il n'avait accepté de faire partie d'une délégation que parce que celle-ci comprenait des hommes qui n'avaient pas d'attaches avec les milieux communistes et qu'elle lui paraissait présenter des garanties suffisantes d'objectivité.

D'autre part, sa qualité d'historien doit être, en principe, le garant de l'impartialité et du sérieux de son témoignage.

M. Madaule sert la propagande communiste

M. Madaule a multiplié les déclarations enregistrées par la presse communiste. Il a participé à une conférence de presse à Paris (voir *France-U.R.S.S.*, n° 87) et fait l'éloge de la culture soviétique.

Dans *Défense de la paix* (octobre 1952), il expose la nécessité de la coexistence pacifique (interview reproduite dans *l'Humanité* du 16 octobre). Il exalte, dans *l'Humanité* du 16 septembre 1952, la leçon de Stalingrad reconstruit, qui devient sous sa plume le symbole de la volonté de tout un peuple. *Ouest-Matin* du 20 octobre 1952 — journal progressiste dirigé par le crypto-communiste Henri Denis, — publie de lui une interview où il souligne le développement culturel, économique et technique de l'Union Soviétique. Enfin, un tract de *France-U.R.S.S.* largement répandu, groupe le triple témoignage de MM. Madaule, Célestin Ferré et Jean Fromy. Ces déclarations ont été éditées par le comité de la Seine de l'association *France-U.R.S.S. à un million d'exemplaires* (*Humanité* du 4 novembre 1952).

Que dit M. Madaule ? Le tract cité résume assez bien ses principaux thèmes. Vient en premier lieu l'affirmation que le peuple soviétique est attaché à la paix et n'a pas d'intentions agressives. Cette impression est renforcée par l'effort immense de reconstruction et même de construction. Intéressé par les problèmes culturels, M. Madaule insiste sur les moyens considérables accordés aux savants, sur le nombre des bibliothèques mises à la disposition du peuple, sur le soin avec lequel sont entretenus les monuments et les vestiges du passé. Ce souci de la culture du peuple est une des choses qui l'ont le plus frappé.

A propos des conditions de vie du peuple soviétique, il souligne deux points : il n'y a pas de chômage et le système de sécurité sociale assure à l'ouvrier une existence décente dans ses vieux jours. Voilà ce que rapporte M. Madaule.

Ce qui frappe, lorsque l'on parcourt ses écrits, c'est qu'on n'y découvre aucune notation originale mais seulement les clichés habituels de la propagande communiste. Tout lecteur de *France-U.R.S.S.*, de *l'Humanité*, ou de *Défense de la paix*, ne peut manquer de conclure qu'à une ou deux réserves près, M. Madaule est entièrement favorable à l'U.R.S.S. Quant au catholique, lecteur par exemple d'*Ouest-Matin*, et déjà influencé par le progressisme, il estimera, sur sa caution, que le bilan soviétique est à la fois rassurant et satisfaisant.

Pourtant qu'arrivera-t-il à ce même lecteur s'il lui prend fantaisie de jeter au hasard un coup d'œil sur le *Courrier de l'Ouest*, journal qui s'adresse plutôt à une clientèle modérée et dans lequel M. Madaule est également interviewé (numéro du 1^{er} octobre 1952) ? Il risque d'éprouver une singulière surprise. Il découvrira que M. Madaule est loin de ne rapporter de son voyage que des impressions favorables. Il y a des ombres au tableau, qu'il a dissimulées dans *Ouest-Matin*. Citons quelques-uns de ces points noirs :

Aspect extérieur du citoyen soviétique : « *Assez misérable, à l'exception des soldats qui, seuls sont bien habillés.* »

Militarisme : « *Beaucoup de soldats dans les rues. On a l'impression que l'armée tient une place très importante dans la vie soviétique. Vous savez qu'actuellement le service militaire est de deux ans dans l'infanterie et de cinq ans dans les armes spécialisées.* »...

M. Madaule justifie la présence d'une armée aussi nombreuse par la méfiance à l'égard de l'Occident (psychose de l'encerclement).

« *Jamais le Krokodil, journal satirique, ne représente un généralissime américain sans l'affubler d'une seringue à microbes.* »

Dans le domaine culturel :

Littérature. — « *C'est, me semble-t-il, une littérature essentiellement dirigée, ne produisant que des œuvres édifiantes. La littérature, comme le théâtre, n'est qu'une image d'Épinal.* »

Les arts. — « *Ce qui se fait aujourd'hui en architecture comme en peinture est tout à fait dénué d'originalité. Le Corbusier est abandonné. La colonne classique est l'un des éléments essentiels d'architecture.* »

Opinions sur la France. — « *Aime-t-on la France ? — Oui, mais une certaine France. Celle de la Révolution et surtout celle de la Commune.* »

Bref, on pourrait appeler l'interview de M. Jacques Madaule dans le *Courrier de l'Ouest* : « Retouches à mon retour de l'U.R.S.S. ». Il n'y a pas, notons-le, de contradiction formelle avec ses autres déclarations. Seulement, lorsque M. Madaule s'exprime par le canal d'*Ouest-Matin* il jette un voile sur ce qu'il laisse découvert dans le *Courrier de l'Ouest*.

Parfois, la différence est peu sensible. Elle est dans la nuance, dans la façon de mettre l'accent, selon le public auquel on s'adresse. Sur une question essentielle, celle de la liberté religieuse, voici comment M. Madaule s'exprime.

1° Quand il s'adresse à des communistes ou à des progressistes :

« *Nous avons pu constater qu'il existe en U.R.S.S. une certaine liberté religieuse. Je m'explique à cet égard. Les églises sont ouvertes au culte, je crois en assez grand nombre, en nombre suffisant pour les besoins du culte. Mais il n'y a pas d'enseignement religieux, ce qui, évidemment, du point de vue de ceux qui sont croyants, est grave. Mais aucun obstacle n'est apporté à la fréquentation des offices religieux.* » (Tract *France-U.R.S.S.*)

2° Quand il s'adresse aux catholiques :

« *Il y a 55 églises orthodoxes ouvertes à Moscou. Elles sont toujours remplies de fidèles, surtout de femmes. Aucun enseignement catéchiste n'est autorisé. Il n'y a pas de sermons aux offices. J'ai entendu parler d'un certain renouveau du sentiment religieux mais je n'ai pas été à même de le constater. Les autorités semblent se désintéresser de cette question. Elles autorisent de temps à autre l'ouverture d'une nouvelle église, mais ne ferment pas le musée des sans-dieu. La formation religieuse des enfants reste interdite. On joue à Stalingrad « Notre-Dame de Paris », en insistant assez lourdement sur son aspect anticlérical. En somme, tout se passe comme si on attendait patiemment que le régime ait définitivement triomphé de vieilles superstitions d'origine bourgeoise.* » (*Courrier de l'Ouest*).

Répetons-le, il n'y a pas de contradiction formelle. Mais dans *France-U.R.S.S.*, M. Madaule, tout en faisant les réserves qu'un catholique ne peut pas ne pas faire, met l'accent sur la liberté qu'accorde le régime. Dans le *Courrier de l'Ouest*, au contraire, il souligne les restrictions apportées à l'exercice de la religion et son étouffement progressif. Ces nuances ne sont pas sans importance. Elles permettent, selon le cas, d'orienter la pensée du lecteur vers la conciliation ou la réserve.

Un document capital

Mais il y a mieux. Il y a beaucoup mieux. Nous sommes en mesure de rendre compte d'une conférence faite par M. Madaule devant une assemblée du Comité d'action des gauches indépendantes sur son voyage en U.R.S.S. (1).

Le résumé que nous en donnons révèle un phénomène curieux. Quand M. Madaule narre ses impressions dans *France-U.R.S.S.*, elles sont vagues, générales et favorables. Quand il répond à l'interview du *Courrier de l'Ouest*, les souvenirs

se précisent et les réserves, encore prudentes, s'essouffent. Quand il s'adresse dans une conférence privée à un auditoire choisi, il parle à cœur ouvert et donne de son voyage un compte-rendu plus objectif. Il ne s'agit pas cette fois de retouches mais d'une refonte. La sincérité, l'objectivité de M. Madaule est inversement proportionnelle au nombre et au communisme de son auditoire.

Voici les principaux passages de cette conférence, qui ne comporte pas seulement d'importantes critiques de la vie soviétique mais surtout nous apporte d'importantes lueurs sur les limites dans lesquelles M. Madaule et ses compagnons de voyage ont pu effectuer leur enquête.

Composition de la délégation

Deux communistes ; un président choisi par l'association *France-U.R.S.S.* ; quelques progressistes ; des propagandistes (deux ou trois), de *France-U.R.S.S.* (à titre de récompenses pour services rendus à l'association) ; un maire socialiste (Célestin Ferré) ; un militant d'Action catholique de l'Allier ; un aviateur, membre de l'escadrille Normandie-Niemen (de Geoffre).

M. Madaule estime que cette délégation était assez élargie pour qu'il accepte d'en faire partie.

Liberté d'action de la délégation

M. Madaule déclare que la délégation a été accueillie chaleureusement. Mais trois requêtes principales n'ont pu être satisfaites :

1° La délégation avait demandé à visiter une république musulmane. Il n'y eut pas de refus formel, mais les Russes expliquèrent aux Français qu'il était très ennuyeux de visiter une république musulmane car déjà beaucoup de délégations y étaient allées. En revanche, la Biélorussie serait très heureuse de les recevoir. (En fait, M. Madaule fut à même de constater que la précédente délégation avait déjà visité la Biélorussie) ;

2° Au nom de ses administrés, y compris les socialistes, le maire socialiste demanda :

(a) à voir Thorez ;

(b) à visiter un camp de concentration russe.

Ces deux demandes ne furent pas non plus satisfaites.

Sur le premier point, les Soviétiques répondirent que ce serait difficile. Sur le second, ils firent observer qu'il n'y avait pas de camps de concentration mais de rééducation ; après cette mise au point les Soviétiques estimèrent que la délégation était suffisamment éduquée et que, dans ces conditions, toute enquête directe était inutile. Ultérieurement, les membres de la délégation eurent l'occasion, par hasard, de voir travailler le long de la route des civils gardés par des policiers et habillés très pauvrement.

Contacts avec la population

Sur une question d'un auditeur, M. Madaule précisa qu'aucun membre de la délégation ne parlait le russe. Seul l'aviateur François de Geoffre parlait un peu cette langue. Le contact avec la population avait donc lieu par le truchement des interprètes. Ceux-ci, au cours d'un repas, s'étonnèrent que les Français se soient obstinés à faire poser des questions aux ouvriers et aux paysans. Ils expliquèrent qu'ils étaient eux-mêmes beaucoup plus qualifiés pour fournir des renseignements puisque c'était là leur fonction, alors que beaucoup de ceux qu'on interrogeait manquaient

(1) 7^e Assemblée générale du C.A.G.I., 17 octobre 1952 à 20 h. 30, Salle du Musée Social.

des connaissances nécessaires pour répondre convenablement.

Les renseignements sont en général fournis par les organismes officiels. La délégation a ainsi passé un après-midi au Palais du syndicat.

Le souci que montrent les Russes de dissimuler au maximum les renseignements est clairement indiqué par ces constatations de M. Madaule : *il n'y a pas de plan de Moscou et il est impossible de connaître le nombre des habitants de cette ville* ; de même, dans l'usine de tracteurs « Octobre rouge », on s'est refusé à donner le nombre des ouvriers employés.

Reconstruction

Effort de reconstruction très grand à Moscou. Les immeubles modernes équivalent à nos H.L.M., mais, à côté, subsistent des taudis, anciens, et qui doivent être habités. L'important, souligne-t-il, serait de savoir combien de personnes sont dé-cemment logées et quelles sont ces personnes. Mais, ici comme ailleurs, il est impossible d'obtenir des chiffres. Même effort de reconstruction à Minsk et à Stalingrad.

Travail-Salaires

Le rythme de travail des ouvriers semble très différent d'une usine à l'autre (deux usines furent visitées ; l'une de tracteurs à Stalingrad, l'autre à Minsk). De même, il n'y a pas de comparaison possible entre le genre de vie d'un kolkhoze riche et celui d'un kolkhoze pauvre.

On voit dans les usines une grande quantité de matériel étranger, surtout du matériel allemand.

Les plus bas salaires sont un peu inférieurs à 500 roubles par mois. Les autres varient entre 500 et 1.000 roubles. Au-dessus de 1.000 roubles, il s'agit d'ouvriers d'élite; quelques-uns d'entre eux gagnent jusqu'à 3.000 roubles. Un directeur gagne environ 5.000 roubles (2).

Communications

Très grandes différences dans le réseau routier. Les routes avoisinant Moscou sont excellentes, mais ensuite leur succèdent de simples pistes en mauvais état. Les chemins de fer sont assez semblables à ceux des U.S.A. ou du Canada, mais plus lents. Exemple : le trajet Minsk-Moscou, équivalent à Paris-Toulouse, a duré de 12 h. 30 à 6 h. 30 du lendemain matin (soit 18 heures).

Distribution des produits

Il n'existe pas suffisamment de points de vente. Pour acheter un produit, il faut faire deux fois la queue, aux rayons, puis à la caisse. Dans chaque cas stationnent des files de 60 personnes environ.

Industrie textile

Semble très inférieure, surtout en qualité, à la nôtre. M. Madaule considère que cela n'a pas d'importance.

Etat sanitaire

Dans chaque quartier, on trouve une polyclinique où les soins sont gratuits. Il existe tout de

(2) M. Célestin Ferré donne, dans *France-U.R.S.S.*, (n° 87, novembre 1952), des chiffres différents mais moins détaillés. Selon lui, le salaire varie de 750 roubles minimum à 3.000 roubles. Il relève ainsi le salaire minimum de 250 roubles et évite de préciser que seuls les ouvriers d'élite touchent des salaires supérieurs à 4.000 roubles.

même une médecine privée, mais — note-t-il — elle est très chère. Les gens y ont quelquefois recours car, en cas d'urgence, le dispensaire fait trop souvent attendre.

Education

Visites d'écoles, de camps de pionniers, etc... Mais ces visites, reconnaît Madaule, étaient préparées et les établissements visités attendaient les délégations.

Loisirs

Nombreux parcs de culture. Attractions payantes, et d'ailleurs fort chères (23 roubles la place).

La délégation a passé une soirée au grand théâtre soviétique de Moscou. Ce dernier n'est pas fait pour le peuple, car plus de la moitié des places sont retenues à l'avance pour les délégations.

Les démocraties populaires

La délégation a traversé la Pologne et la Tchécoslovaquie. Le retour a permis à M. Madaule de faire des comparaisons intéressantes avec le niveau de vie soviétique. La Pologne est une des démocraties populaires les plus favorisées. On peut parler d'un « miracle » de Varsovie qui est presque entièrement reconstruite. Il y règne une atmosphère de gaieté qui contraste vivement à la fois avec celles de l'Etat soviétique, de la Tchécoslovaquie où l'on perçoit une très forte tension politique, de la tristesse, du désarroi.

On retrouve également dans la conférence de M. Madaule les thèmes développés dans ses conférences et ses déclarations antérieures. Il ne croit pas à la menace soviétique, car il pense que le régime a suffisamment de problèmes à résoudre avec les démocraties populaires. C'est pourquoi, à son avis, l'impérialisme soviétique ne peut être que d'ordre idéologique. Il pense que le peuple soviétique désire la paix mais il voit chez lui une grande méfiance, en particulier à l'égard des Etats-Unis. Au reste, il a pu constater, au cours des visites dans les écoles, que les devoirs et les manuels scolaires n'étaient pas bellicistes.

En ce qui concerne les perspectives d'avenir de la société soviétique, M. Madaule estime que l'économie soviétique est une économie en progrès. Sans doute le niveau de vie y est-il bien inférieur au nôtre, mais ce n'est pas sous cet angle qu'il faut considérer la question ; il faut essentiellement tenir compte de son évolution et de son progrès. Dans cinq ans, il est probable qu'il égalera notre propre niveau de vie.

Enfin, selon le conférencier, les dirigeants soviétiques semblent considérer que l'avènement du communisme est un idéal vers lequel on doit tendre mais qui ne sera sans doute jamais réalisé totalement.

Le cas Madaule

Tels sont, résumés brièvement, les principaux points de l'exposé de M. Madaule. Il convient maintenant d'en dégager les leçons.

Ces propos aggravent considérablement la portée des critiques déjà formulées avec réserve dans le *Courrier de l'Ouest* mais contrastent avec les déclarations faites à la presse « démocratique ». C'est ici qu'il faut poser la question de l'honnêteté intellectuelle de M. Madaule. Car est-ce être honnête en effet, n'est-ce pas renoncer au rôle de témoin, que de ne pas donner une relation complète et exacte de son voyage, que d'opérer un tri parmi ses souvenirs et de ne livrer à

la publicité que les seules impressions favorables à l'Union Soviétique ? Est-ce être honnête que d'emboucher les porte-voix de la propagande pour vanter la construction d'immeubles modernes et de déclarer en sourdine qu'il y a aussi des taudis ? Ce double-jeu permet ainsi à M. Madaule de préserver sa réputation de témoin impartial; seulement c'est en petit comité. M. Madaule ne peut pourtant pas ignorer qu'il n'y a rien de moins pardonnable à un historien que de maquiller les témoignages.

Le problème des délégations

Mais il faut aller au delà. Le cas de M. Madaule montre l'imposture des délégations en U.R.S.S. Sa conférence vient confirmer, d'une façon éclatante, ce que nous avons déjà écrit sur le bluff de ces délégations.

Déjà, à son retour d'U.R.S.S., l'importante délégation des médecins français avait souligné, dans un communiqué, que certes tout n'était pas parfait mais que, dans l'intérêt de la réconciliation entre les peuples, ils estimaient préférable de mettre l'accent sur les côtés positifs.

Or, il s'agit de s'entendre sur le rôle que doivent jouer ces délégations. Théoriquement, elles sont destinées à répondre au « mensonge capitaliste » du rideau de fer. Les dirigeants soviétiques prétendent démontrer, en invitant des personnalités étrangères, qu'ils ne redoutent pas une enquête. Il s'ensuit que les délégués, — on nous l'a maintes fois répété — sont libres de circuler, de voir et d'entendre, mais aussi qu'ils sont tenus, à leur retour, de nous dire ce qu'ils ont vu et entendu. Il y a donc au départ une sorte de contrat tacite.

Mais ce contrat, les délégations ne l'observent jamais. Entre le départ et le retour, leur raison d'être se transforme. Elles glissent du rôle d'enquêteur à l'exercice d'une *mission* de réconciliation entre l'Est et l'Ouest. Elles reviennent pour mettre fin à la guerre froide, pour dissiper les méfiances et les préventions. Au nom de ce principe (honoré en soi) elles escamotent la vérité. Ainsi, les couplets de propagande sur la volonté de paix des Russes et les échanges culturels prennent le pas sur la relation objective. *L'opinion* remplace le témoignage.

La presse communiste s'empare de ces déclarations. Elle ne se contente pas de souligner à son tour la volonté de paix soviétique, elle exploite à nouveau la qualité de *témoins* des délégués pour renforcer le mythe du paradis soviétique. « Tout n'est pas parfait », disent parfois les témoins; mais ils se gardent de nous dire ce qui ne l'est pas. Faut-il croire que la réalité est si décevante ?

Or, ce qu'on nous cache, c'est précisément l'essentiel. Et d'abord que les délégations sont dans l'impossibilité pratique de remplir leur tâche. La délégation de M. Madaule n'a pas pu visiter la région qu'elle avait choisie — une république musulmane — et a été aiguillée, au prix d'un mensonge, vers la Biélorussie. Ainsi, dès le début, elle a été dupée par ses hôtes; mais elle n'a rien dit.

Même chose en ce qui concerne Thorez et les camps de concentration. Ce double mandat, confié à M. Ferré par ses administrés, (y compris les communistes) n'a pu être rempli (3). L'hon-

(3) Notons, à ce propos, le compte rendu d'une conférence de M. Célestin Ferré à Toulouse, dans le *Patriote* — communiste, de Toulouse :

« J'ai demandé à visiter des camps de concentration » — déclare M. Ferré. Suivent plusieurs points de

nété commandait à la délégation de révéler ce fait. Son silence la disqualifie.

Finalement, la liberté d'action des visiteurs est réduite au minimum: ils sont entre les mains des dirigeants soviétiques. Non seulement ils ne peuvent voir que ce qu'on veut bien leur montrer mais ils ne peuvent recueillir de renseignements que par le filtre des interprètes et des services officiels. Et peu importe que ce soit par mesure de précaution — ou, comme le pense M. Madaule, parce que les interprètes estiment que la population n'est pas en état de s'exprimer clairement, ce qui est d'ailleurs un curieux symbole du régime: le parti, la bureaucratie, prétendent également *interpréter* les aspirations du peuple et savoir mieux que lui où est son bonheur et son avenir.

Dans ces conditions, les délégations ne peuvent ni voir ni savoir grand-chose. La valeur de leur témoignage est à peu près nulle. Elles descendent dans des hôtels de luxe préparés pour elles, visitent des hôpitaux modèles, des usines-pilotes (toujours les mêmes: on a le choix entre « Dynamo » et « Octobre rouge ») et des écoles où leur arrivée a été signalée à l'avance et leur réception préparée. A la caserne, la soupe est toujours excellente quand on attend la visite du général...

Toutes ces précautions sont encore renforcées par la notion de secret d'Etat, principe commode et infiniement élastique qui interdit de prendre connaissance du moindre chiffre, qui englobe jusqu'au nombre des habitants de Moscou et se traduit par cette lacune éloquente: il n'y a pas de plan de la capitale soviétique.

Mais pour récompenser, ces étrangers bien sages, bien dociles, — trop bien élevés pour dire à leur retour « On nous a eus ! » — on leur accorde un tour de chevaux de bois, c'est-à-dire un voyage dans le Métro de Moscou, ou la visite du Mausolée de Lénine (4). Le champagne et le caviar font le reste.

Des touristes américains qui, dans un circuit organisé par une agence de voyage, visitent Paris ont sans doute plus de possibilités que M. Madaule et ses compagnons pour porter un jugement sur notre capitale. Combien d'entre eux, cependant, ont visité Gennevilliers ? En connaissent-ils même le nom ? Comment veut-on que les délégations pilotées par les Soviétiques dans les conditions que nous rapporte M. Madaule soient en état de porter un jugement ?

suspension fort astucieux, et le commentateur résume immédiatement la suite du discours en ces termes: « M. Ferré précise immédiatement ce qu'il a vu, ce qu'il a compris: pas de camps de concentration, pas de camps de travail pour les détenus de droit commun... etc... »

Ainsi, le lecteur est amené à croire que M. Ferré a visité des camps de concentration. Qui donc, dans ce cas, à menti ? M. Ferré ou M. Madaule ? Nous pensons que vraisemblablement M. Ferré a compris la distinction verbale des Soviétiques sur les camps de concentration, ce qui n'est au-dessus ni de ses moyens ni de ses complaisances soviétophiles, et qu'il a dû voir par hasard, comme M. Madaule, des civils le long des routes, gardés par des policiers. C'est ce que semble confirmer le passage de son discours: « Là-bas, on n'enferme pas les condamnés dans des prisons à la charge de la société, mais on les fait travailler, on les rééduque. »

(4) Encore ces récompenses sont-elles également collectives. Les visiteurs se déplacent en groupes, comme les pingouins. M. Madaule ne signale nulle part qu'il s'est promené librement et seul dans les rues de Moscou. Peut-être est-ce simple omission de sa part.

C'est la mystification dont ils ont été victimes que les délégués auraient dû, en premier lieu, dénoncer. Non contents de se taire, ils nous ont soigneusement caché des aspects fort importants de la vie soviétique. (Nous les avons énumérés plus haut, nous n'y reviendrons pas; ils sont par eux-mêmes assez éloquents. Ils confirment par ailleurs tout ce que nous avons écrit à ce sujet).

Les jugements de M. Madaule

Il nous reste maintenant à discuter la valeur de certaines affirmations de M. Madaule.

M. Madaule tire des conclusions de certains aspects positifs de la vie soviétique. Ici, nous n'avons pas à protester. Mais il nous faut ramener ces conclusions à leur juste portée.

M. Madaule a mis avec insistance l'accent sur la volonté de paix du peuple soviétique. C'est parfaitement vraisemblable, mais nous n'avons pas à mettre en doute son témoignage, car le problème est de savoir ce que pèse dans le régime soviétique cette volonté populaire. Le malheur pour M. Madaule, c'est qu'elle ne joue absolument aucun rôle.

M. Madaule affirme que l'éducation des écoliers n'est entachée d'aucune trace de bellicisme. Comment peut-il le savoir, puisque lui-même nous apprend que les visites aux écoles avaient été préparées à l'avance ? Signalons lui simplement que des textes précis extraits de manuels d'éducation soviétiques prouvent le contraire. (Il est vrai qu'il ne sait pas le russe...)

Dans *Ouest-Matin* il fait l'éloge des historiens soviétiques et préconise des échanges culturels entre eux et des historiens occidentaux. Certes, il reconnaît que ces historiens expriment un point de vue partisan, ou plus exactement une conception philosophique de l'histoire fondée sur la lutte des classes. Mais il ne peut ignorer que cette « conception » consiste précisément à défigurer l'histoire et à la réécrire selon les consignes du parti et les besoins de l'actualité, — à

raayer le nom de Trotski pour le remplacer par celui de Staline. Nous n'insisterons pas non plus sur ce point trop connu. Mais à quoi riment alors ces échanges et les contacts avec des hommes dont la science repose sur une fraude et une falsification perpétuelles ?

Un autre point doit retenir notre attention. C'est l'angle sous lequel M. Madaule entend juger le niveau de vie soviétique. Estimant que d'ici cinq ans l'U.R.S.S. aura rattrapé son retard sur les nations capitalistes, il nous invite à juger la société soviétique non pas telle qu'elle est présentement mais en fonction d'un avenir hypothétique, étant donné que le niveau de vie actuel est très supérieur à ce qu'il était il y a quinze ans.

Admettons que M. Madaule soit prophète et bon prophète. Le problème qui se pose alors est de porter un jugement sur la valeur de la Révolution soviétique. Ainsi, en 1957, l'effort considérable demandé à tout un peuple, les sacrifices immenses consentis, les déportations, les exactions, une terreur policière constante, un énorme appareil bureaucratique, auront abouti, en 40 ans à ce résultat mirifique de placer le peuple soviétique dans les mêmes conditions de vie que les populations des régimes capitalistes dont par ailleurs la propagande communiste ne néglige rien pour nous persuader qu'elles sont exécrables. Quel résultat ! Quel triomphe ! alors que rien ne nous prouve que par d'autres voies le même stade n'aurait pas été atteint. L'absurdité de cette situation est d'autant plus évidente que les impressions personnelles de M. Madaule lui donnent à croire que le régime communiste, d'après ses dirigeants, est un état idéal vers lequel on doit tendre sans jamais l'atteindre. Autrement dit, le peuple soviétique est invité à peiner et à souffrir dans l'espoir d'un paradis inaccessible, tel l'âne derrière sa carotte.

Mais encore une fois M. Madaule est libre de tirer de ses observations des conclusions qui ne s'imposent pas. On ne peut que regretter davantage qu'il n'accorde pas la même publicité à celles qui s'imposent.

U.R.S.S. et U.S.A.

Budgets militaires comparés

L'un des slogans préférés de la propagande stalinienne est l'affirmation que c'est au monde occidental qu'incombe la responsabilité de la reprise de la course aux armements. Ce mensonge est cousu de fil blanc. Mais comme la plupart de nos contemporains n'ont pas sous la main les chiffres susceptibles de faire justice de cette imposture, ils ne peuvent y opposer que des contestations sans preuves suffisantes. Aussi croyons-nous utile de fournir quelques preuves chiffrées en comparant les budgets militaires des principales puissances.

Le tableau ci-après confronte les dépenses militaires de l'U.R.S.S., des U.S.A. et de la Grande-Bretagne depuis le point culminant de la dernière guerre. Il met en relief l'ampleur du désarmement opéré dans chacun des trois pays au lendemain de la guerre ainsi que l'ampleur du réarmement effectué au cours des dernières années. La France ne figure pas à ce tableau, l'occupation l'ayant empêchée d'avoir un budget militaire et de fournir en 1944-1945 l'effort maximum déployé par les autres. Notre comparaison

ne porte que sur les dépenses militaires proprement dites : nous laissons de côté les investissements stratégiques et l'aide militaire (américaine ou russe) à l'étranger, ce qui veut dire que les chiffres ci-après ne comprennent ni les sommes déboursées par les U.S.A. pour subventionner leurs alliés du Pacte Atlantique, ni les livraisons soviétiques aux Sino-Coréens et au Viet-Minh. Nous faisons abstraction également des dépenses militaires occultes de l'U.R.S.S., qui figurent au budget soviétique sans mention spéciale (1). Nous ne comparons donc que ce qui est — autant que possible — comparable.

Les exercices budgétaires correspondent pour l'U.R.S.S. aux années du calendrier. En Grande-Bretagne ils commencent le 1^{er} avril, ce qui veut dire que les trois derniers mois de chaque exercice empiètent sur l'année suivante. L'année bud-

(1) Cf. B.E.I.P.I., numéro 63 : « Les dépenses militaires de l'U.R.S.S. » et numéro 65 : « Le budget soviétique ».

gétaire américaine, qui va du 1^{er} juillet au 30 juin pose un problème plus délicat puisqu'il s'ensuit obligatoirement un décalage de six mois entre les exercices américain et soviétique. Ainsi par exemple, l'année budgétaire 1945 des U.S.A. se termine à la date du 30 juin ; cela signifie qu'elle couvre la période du 1^{er} juillet 1944 au 30 juin 1945. Désireux de fonder nos démonstrations sur une argumentation aussi avantageuse que possible pour l'adversaire (afin de leur donner un maximum de force convaincante), nous comparons aux années budgétaires de l'U.R.S.S. (années civiles) les années budgétaires américaines chevauchant sur l'année suivante ; les chiffres américains sont ainsi de six mois en avance sur ceux de l'U.R.S.S., et par conséquent les budgets militaires américains — en augmentation d'une année sur l'autre en période de réarmement — sont en avance de six mois sur les budgets militaires russes. Personne ne pourra ainsi nous reprocher de comparer des chiffres américains trop modestes à des chiffres soviétiques par trop gonflés. Bien au contraire, nous faisons la part belle aux staliniens.

Voici, tout d'abord, notre comparaison en chiffres absolus :

Budgets militaires

| | U.S.A. (milliards de dollars) | Grande- Bretagne (millions de livres) | U.R.S.S. (milliards de roubles) |
|--------------------------------------|-------------------------------------|--|---------------------------------------|
| Effort maximum pendant la guerre. | 84,6 (a) | 5.125 (b) | 137,9 (c) |
| 1946 | 14,3 (d) | 1.653 | 72,6 |
| 1947 | 10,9 (d) | 854 | 66,4 |
| 1948 | 11,9 (d) | 753 | 66,3 |
| 1949 | 12,3 (d) | 741 | 79,4 |
| 1950 | 21,0 (d) | 797 | 82,9 |
| 1951 | 39,8 (d) (e) | 1.132 (e) | 96,4 |
| 1952 (f) | 51,2 (d) | 1.377 | 113,8 |

(a) du 1^{er} juillet 1944 au 30 juin 1945. — (b) Du 1^{er} avril 44 au 31 mars 1945. — (c) Année de calendrier 1944. — (d) 1946-47, 1947-48, etc. — (e) Chiffres provisoires. — (f) Prévisions.

Afin de rendre le tableau ci-dessus plus explicite, nous traduisons les chiffres absolus en pourcentages des dépenses correspondant à l'effort maximum réalisé vers la fin de la guerre. Nous obtenons alors le tableau que voici :

Dépenses militaires

| | U.S.A. | Grande- Bretagne | U.R.S.S. |
|--------------------------------------|--------|---------------------|----------|
| Effort maximum pendant la guerre. | 100 | 100 | 100 |
| 1946 | 17 | 32 | 53 |
| 1947 | 13 | 17 | 48 |
| 1948 | 14 | 15 | 48 |
| 1949 | 15 | 14 | 58 |
| 1950 | 25 | 15 | 60 |
| 1951 | 47 | 22 | 70 |
| 1952 | 60 | 27 | 83 |

Ces indices, déjà plus qu'éloquents, ne reflètent cependant point toute la réalité. Aux Etats-Unis et en Angleterre, les prix ont enregistré une hausse assez importante depuis la fin de la guerre, de sorte que la valeur réelle des dépenses militaires nominales a diminué. Quant à l'U.R.S.S., qui ne publie pas d'indices des prix, on sait seulement que depuis 1948, des baisses affectant les objets de consommation sont interve-

nues à plusieurs reprises. Dans ces conditions il est difficile d'admettre que les prix des armes et du matériel de guerre en général aient augmenté ; il y a même de fortes chances que l'Etat stalinien, fournisseur d'engins de guerre, ait consenti des réductions à l'Etat stalinien, acheteur de ces engins, de sorte que — contrairement à ce qui s'est produit aux Etats-Unis et en Angleterre — les chiffres soviétiques nominaux des dernières années représentent actuellement une valeur réelle plus grande. Mais comme nous n'avons aucune indication précise sur l'ampleur de la baisse des prix soviétiques, nous nous abstenons, dans le tableau ci-après, d'augmenter les chiffres soviétiques, en nous bornant simplement à réduire les chiffres anglais et américains proportionnellement à la hausse des prix intervenue dans ces deux pays. Là encore, nous faisons la part belle à l'U.R.S.S. puisque nous envisageons le cas le plus favorable aux Soviets (2) :

Valeur réelle des dépenses militaires

| | U.S.A. | Grande- Bretagne | U.R.S.S. |
|--------------------------------------|--------|---------------------|----------|
| Effort maximum pendant la guerre. | 100 | 100 | 100 |
| 1947 | 9 | 15 | 48 |
| 1948 | 9 | 12 | 48 |
| 1951 | 28 | 12 | 70 |
| 1952 | 36 | 14 | 83 |

Ces chiffres n'appellent que fort peu de commentaires. Constatons qu'en 1948 les dépenses militaires américaines représentaient moins du dixième, et les dépenses britanniques moins du huitième de l'effort maximum de la dernière année de la guerre, alors que le budget militaire soviétique n'avait été réduit, dans l'hypothèse la plus favorable, que de moitié ! En 1952, le budget militaire soviétique en pleine paix n'est que de 17 % inférieur à ce qu'il était en 1944 en pleine guerre, et encore faisons-nous abstraction de la baisse des prix ; les budgets militaires anglais et américain, par contre, sont loin de leurs chiffres formidables de 1944-1945, bien que ces deux pays, tout particulièrement les U.S.A., soient engagés depuis 1950 dans la guerre active en Corée.

La propagande stalinienne ne cesse, d'autre part, de mettre en relief le pourcentage modeste que représentent les dépenses militaires dans le budget soviétique, en comparant ce pourcentage à la part bien plus importante qui revient à ces dépenses dans les budgets américain et anglais. Cet argument est sans valeur puisque le budget soviétique s'élève aux neuf dixièmes environ du revenu national soviétique, tandis que les budgets des nations démocratiques n'accaparent et ne redistribuent qu'entre le quart et le tiers du revenu national. La seule comparaison valable est donc celle qui rapporte les dépenses militaires au revenu national. Bien que le revenu national compte parmi les grandeurs les moins précises de la statistique moderne, nous pouvons nous permettre de recourir à cette comparaison, ne serait-ce qu'à titre indicatif. S'il n'y avait qu'un faible écart entre les données relatives aux différents pays, les résultats obtenus par cette méthode ne seraient point concluants. On ne peut les tenir pour convaincants que si l'écart dépasse très largement le coefficient d'erreur possible dans le calcul du revenu national. Dans le

(2) Diminution du pouvoir d'achat par rapport à 1945 : du dollar : 30 % en 1947 ; 36 % en 1948 ; 40 % en 1951-52 ; de la livre : 13 % en 1947 ; 23 % en 1948 ; 47 % en 1951-52.

tableau qui suit, nous nous fondons pour la France, les Etats-Unis et l'Angleterre sur les estimations du revenu national figurant à l'*Annuaire Statistique* de l'O.N.U., et pour l'U.R.S.S. sur les chiffres du budget que nous majorons d'un neuvième (le budget représentant environ les neuf dixièmes du revenu national).

Dépenses militaires en pour cent du revenu national

| | France | U.S.A. | Grande-Bretagne | U.R.S.S. |
|-----------------------------------|--------|--------|-----------------|----------|
| Effort maximum pendant la guerre. | — | 46 | 62 | 47 |
| 1946 | 6 | 8 | 19 | 21 |
| 1947 | 7 | 5 | 9 | 16 |
| 1948 | 7 | 5 | 7 | 16 |
| 1949 | 7 | 6 | 7 | 17 |
| 1950 | 8 | 9 | 8 | 18 |
| 1951 | 10 | 16 | 10 | 20 |
| 1952 (a) | ? | 19 | 11 | 21 |

(a) Estimations très grossières.

On s'étonnera peut-être que le budget militaire de l'U.R.S.S. qui, en 1952, n'est que de 17 % inférieur à celui de 1944, représenté par rapport au revenu national à peine la moitié du pourcentage qu'il représentait en 1944 (21 % en 1952 contre 47 % en 1944). Cela s'explique par le fait que le revenu national soviétique de 1944 était terriblement amenuisé à la fois par les destructions qu'avait subies le potentiel économique du

pays, par la réduction du territoire dont une partie notable était encore occupée par les Allemands, et par l'appel sous les drapeaux d'une fraction importante de la main-d'œuvre, insuffisamment remplacée par des femmes, des adolescents et des vieillards.

Il ressort de ce dernier tableau, ainsi que des précédents, qu'en 1947-48 les puissances occidentales avaient réduit leurs budgets militaires à leur plus simple expression, tandis que l'U.R.S.S. était demeurée armée jusqu'au dents. On le savait, et on ne cesse de le répéter, mais il est bon que ce fait soit enfin étayé par les chiffres irréfutables que nous venons de produire. En 1951, un an après l'agression soviétique en Corée, l'U.R.S.S. avait déjà un budget militaire atteignant *au moins* 70 % de ses dépenses militaires de 1944, alors que les U.S.A. (budget 1951-52) n'en étaient qu'à 28 %, et l'Angleterre à 12 %, bien que ces deux puissances fussent engagées directement en Corée. En 1951 toujours, l'U.R.S.S. consacrait à son budget militaire 20 % de son revenu national, contre 16 % aux Etats-Unis et 10 % en France et en Angleterre. On remarquera en outre que les chiffres français demeurent extrêmement modestes en comparaison des chiffres russes, bien que la France fournisse depuis des années son dur et épuisant effort de guerre active en Indochine, alors que l'U.R.S.S. ne pratique que la guerre « froide ».

Ces chiffres prouvent que le monde libre, pris au dépourvu par les agressions soviétiques, réarme uniquement pour rattraper l'avance de l'agresseur, et qu'il n'est pas encore parvenu à rattraper complètement son retard.

Préparatifs militaires communistes en Italie

LES autorités italiennes viennent de dévoiler que des dépôts d'armes ont été découverts par la police et la gendarmerie sur tout le territoire italien. Il s'agit d'un premier résultat obtenu à la suite d'une action soigneusement conduite depuis 5 ans par le service de la sécurité de l'Etat, autour de laquelle il n'a pas été fait, en réalité, beaucoup de bruit.

Les résultats de cette action sont impressionnants :

- 170 canons ;
- 700 mortiers ;
- 40.000 mitrailleuses ;
- 200.000 fusils et revolvers ;
- 230.000 grenades ;
- 11.000 quintaux d'explosif ;
- 300 appareils radio-émetteurs ;
- 20.000.000 munitions de différents calibres.

Les experts militaires ont estimé que cet arsenal qui, selon les déclarations mêmes des autorités italiennes, se trouve en parfait état d'utilisation, pouvait armer des contingents de soldats s'élevant à plusieurs divisions. En effet, 170 canons constituent la dotation d'artillerie d'une division normale ; avec 700 mortiers on peut faire face aux exigences de trois divisions ; 40.000 mitrailleuses peuvent armer six divisions, et 200.000 fusils, quinze divisions.

Ces découvertes d'armes n'ont malheureusement pas été accompagnées de la découverte des responsables. Bien des fois, faute d'indications précises, les policiers et les carabinieri n'ont pu

atteindre les véritables auteurs de ces armements clandestins. Seuls les recéleurs ont parfois été dénoncés aux autorités judiciaires et souvent, du reste, ils s'en sont tirés sans trop de dégâts.

Ces succès de l'action anticommuniste du gouvernement italien ont pourtant laissé l'opinion publique assez perplexe, car personne n'est en mesure de préciser en dehors du matériel découvert, la quantité des armes de tout genre, des munitions et des explosifs que la police n'a pu encore découvrir. De sorte que, à l'heure actuelle, sur la base des faits contrôlés, l'on est en droit de supposer que la structure militaire du Parti communiste italien est puissante et rationnellement distribuée selon les exigences de la cinquième colonne.

Ces craintes ne sont d'ailleurs pas injustifiées car depuis quelque temps, sur l'initiative de certains journalistes anticommunistes, qui ont conduit des enquêtes très sérieuses, on a pu apprendre l'existence d'écoles d'apprentissage organisées par le Parti communiste, qui se proposent d'atteindre deux buts : 1) instruire les jeunes gens qui s'apprennent à aller faire leur service militaire afin qu'ils puissent, par leur capacité, se rendre indispensables dans les emplois les plus délicats de l'armée et acquérir en même temps la confiance de leurs supérieurs ; 2) entretenir les militaires qui entrent dans la vie civile dans leurs connaissances techniques et les répartir dans les noyaux d'action répandus dans le pays selon le réseau préparé par les plans d'insurrection nationale.

L'existence de ce système clandestin a été dé-

voilée par certains mouvements effectués sur l'initiative des cadres du communisme régional italien, aussitôt après le début de la guerre de Corée. En particulier, ces opérations ont révélé que les organisations de maquisards ont été rétablies et fonctionnent, en veilleuse, sur le secteur le plus névralgique des voies d'accès vers l'Europe centrale, c'est-à-dire la ligne gothique. C'est du reste dans cette région que le communisme italien conserve le plus d'activité et de force, comme l'ont montré les récentes élections administratives. Les « Pouilles » sont aussi une région où le communisme a des positions assez solides. Il s'agit d'un secteur que les autorités atlantiques jugent très important pour l'établissement de points d'appui nombreux et faciles pour l'aviation alliée. De gros travaux ont été déjà exécutés. Mais les communistes continuent à exercer, dans cette région, une très grande influence et, selon certains bruits locaux, des « commandos » slaves venant d'Albanie auraient débarqué fréquemment sur ces côtes méridionales de l'Adriatique. C'est d'Albanie également que parviendraient, débarqués sur les plages solitaires, les matériaux modernes indispensables aux maquisards de la cinquième colonne. Le bras de mer qui sépare les côtes italiennes de l'Albanie peut être traversé par les avions modernes, en moins d'une demi-heure, ce qui laisse prévoir, en

cas de conflit, une action directe de l'aviation soviétique sur les aérodromes et sur les installations des Pouilles, soutenue par l'intervention directe de la cinquième colonne sur toute la région. Ainsi s'explique le soin tout particulier des dirigeants communistes italiens à créer, dans les provinces des Pouilles, une ambiance politique favorable aux desseins militaires de Moscou.

L'opinion publique italienne, peu au courant de ces aspects particuliers de l'agression communiste en préparation, s'est alarmée, tout récemment, des déclarations officielles faites par les dirigeants du Parti communiste italien, (même en séance publique à la Chambre des députés), selon lesquels, en cas de guerre déclarée, le prolétariat italien ne porterait jamais les armes contre la Russie.

Si sur le plan politique, en vue des élections qui auront lieu au printemps prochain, Togliatti et ses amis tentent de séduire l'opinion publique italienne par des slogans de « défense de la paix », le communisme italien en réalité prépare déjà depuis longtemps son dispositif de guerre dont les récentes découvertes de dépôts d'armes ne sont que l'un des aspects. Aussi le gouvernement italien va-t-il être appelé sans doute à se prémunir par des moyens efficaces contre l'action clandestine en cours.

LE COMMUNISME DANS LE MONDE SOVIÉTISÉ

Le procès de Prague et la préparation des procès de Varsovie

Le 21 novembre dernier, le journal syndical *Głos Pracy* (La Voix du Travail), et d'autres quotidiens polonais (mais pas l'organe central du Parti ouvrier *Trybuna Ludu*, (La Tribune du Peuple) publiaient une photographie munie de la légende suivante : « *Acclamés avec enthousiasme, les élus Boleslas Biérut, Constantin Rokossowski et Jacob Berman, ont pris place aux bancs de députés.* » Cela se passait le jour de l'ouverture de la nouvelle Diète, le 20 novembre.

Ce même jour, comme on le sait, commençait à Prague le procès de Slansky, Clementis, Simone, etc.

Le lendemain, le 21 novembre, B. Biérut, désigné au poste de président du Conseil des ministres, prononça un discours (que nous avons signalé dans le numéro précédent du *B.E.I.P.I.*) dont un passage avait trait non seulement aux « agences impérialistes : américaines, vaticanes, celles du W.R.N., trotskistes, titistes », mais aussi aux « centres sionistes ». La synchronisation de la menace proférée par Biérut avec le procès de Prague est particulièrement caractéristique. Nul besoin de prouver que cette mise en demeure ait été préméditée pour être lancée au moment opportun.

Suivons donc les événements.

Le 20 novembre, le Conseil d'Etat fut désigné au complet. Son président, c'est-à-dire celui qui

désormais remplira dans le même temps la fonction de chef de l'Etat, est Alexandre Zawadzki, l'un des secrétaires du Comité central du Parti ouvrier unifié. Cependant, J. Berman ne fait pas partie de cet organisme. R. Zambrowski, secrétaire du Comité central, qui pendant la précédente législature avait été vice-président de l'Assemblée et vice-président du Conseil d'Etat, n'occupe plus que le poste d'un simple membre du nouveau Conseil d'Etat.

Sur la proposition de Biérut, le 21 novembre, la Diète confirma à l'unanimité, selon l'habitude consacrée, la composition du gouvernement. Or, Berman n'y figure pas non plus. Et pourtant, à partir de 1945, il a occupé le poste de ministre d'Etat au présidium du Conseil des ministres, successivement auprès d'Edouard Osobka-Morawski et Joseph Cyrankiewicz. En réalité, il était « l'éminence grise » de ces gouvernements. A présent, la fonction similaire, celle de « ministre-chef du Bureau des conseils des ministres » est confiée à Casimir Mijal, membre du Comité central, qui avait autrefois réussi — à temps — à se séparer du « groupe national » de Gomulka et à gagner ainsi les grâces de Biérut.

Bref, J. Berman, membre du Bureau politique, le plus intelligent des staliniens polonais, n'a obtenu aucun poste ni à la Diète, ni au Conseil d'Etat, ni au gouvernement. Chose d'autant plus

étonnante qu'à l'étape actuelle, comme nous l'avons signalé dans le numéro précédent, le Parti et l'appareil d'Etat se confondent.

Cette constatation entraîne une question : Biérut n'a-t-il pas pensé à Berman en parlant du « centre sioniste » en Pologne ? Car, il doit exister un personnage vivant censé représenter ce centre...

« Fils d'un riche commerçant »

Les comptes rendus du procès de Prague envoyés aux journaux polonais par la P.A.P. (Agence polonaise de presse) ne méritent pas une attention particulière. En tous cas, ils ont été beaucoup moins prolixes que ceux relatant le procès Rajk, par exemple. Néanmoins, on y trouve des détails visiblement appuyés, certainement à bon escient. Ainsi, à propos de Slansky : « *Ce n'est point par hasard que les impérialistes ont choisi Slansky. Originnaire d'une famille de riches commerçants, il s'était faufilé au Parti communiste. Extérieurement, il se comportait en communiste, mais intérieurement, il est resté toute sa vie un valet fidèle de la bourgeoisie.* »

De même, pour André Simone : « *Simone a déclaré qu'il venait d'une famille de fabricants, ce qui a décidé de son attitude hostile à l'égard de la classe ouvrière.* »

Compte tenu que le P.C. polonais exerce un contrôle absolu sur l'Agence polonaise de Presse, diffuser et souligner de telles affirmations c'était beaucoup plus que résumer les accusations du procureur de Prague. On relatait ces faits à dessein. Or, Berman est fils d'un riche industriel et, par surcroît, commerçant...

Le « sionisme » en Pologne

Le passage du discours de Biérut, que nous avons relevé a déjà été à maintes reprises cité par des journaux de Varsovie et de province. Précisément celui-ci et non pas les autres. De leur côté les comptes rendus de la P.A.P. appuyaient avec un zèle particulier sur les relations des accusés de Prague avec des centres « sionistes » — vrais ou présumés. Il serait vraiment difficile d'attribuer tous ces détails multiples à un pur hasard.

Le frère de J. Berman, Adolphe, est sioniste (voir le B.E.I.P.I., numéro 79), de même que sa famille. Tous, ils sont à présent établis en Israël. Comme il sera facile de prouver au membre du Politbureau du Parti ouvrier polonais unifié qu'il a des liaisons avec les « sionistes ! »

Gomulka et « le gomulkisme »

Comme on sait, au procès de Prague comme dans les commentaires de la presse tchèque, on a attribué à Gomulka le même rôle en Pologne qu'auraient joué Slansky en Tchécoslovaquie, Rajk en Hongrie, Kostov en Bulgarie, Tito en Yougoslavie. Cependant, les staliniens polonais présentent la chose sous un angle quelque peu différent. A Gomulka, ils substituent « le gomulkisme ». Dans *Trybuna Ludu* du 25 novembre on peut lire notamment : « *Le gomulkisme devait jouer en Pologne le même rôle qu'ont joué en Hongrie, Rajk ; en Bulgarie, Kostov ou Slansky en Tchécoslovaquie.* »

Il ne s'agit point d'une tournure de style. L'expression est employée aussi bien par *Glos Pracy* que par *Zycie Warszawy* (La Vie de Varsovie) et les autres quotidiens. Nous l'avons trouvée également dans l'hebdomadaire de la Fédération de

l'Enseignement, *Glos Nauczycielski* (La Voix de l'Enseignant). Ce n'est donc pas une coïncidence, c'est un fait : ici on remplace un homme vivant (encore) par une idéologie.

Que cache cette distinction ? Aura-t-elle des incidences directes sur l'affaire Gomulka ? En mieux ou en pire pour lui-même ?

Il ne semble pas que cela puisse influencer favorablement sur le sort de l'ancien secrétaire général du Parti ouvrier polonais. Par contre, dans le proche avenir on pourra présenter « le gomulkisme » comme un très vaste « complot » contre Staline et Biérut. « Complot » qui comprendra aussi bien Gomulka que le général Spychalski, lequel d'ailleurs y est définitivement poussé depuis le procès des généraux (été 1951) ; peut-être même Berman, en tant que l'un des plus importants porte-parole des « Sages de Sion ».

A l'origine d'un « complot » baptisé du nom de Gomulka pourrait se trouver quelqu'un d'autre, plus puissant que lui-même...

C'est ainsi, semble-t-il, qu'il convient d'expliquer les mobiles des staliniens polonais lorsqu'ils se refusent et avec quelle minutie ! — à mettre le signe d'équation : Gomulka = Rajk, Gomulka = Slansky, etc... Ils estiment sans doute que la naissance du « gomulkisme » est due à beaucoup plus de démons qu'il ne s'en trouve aujourd'hui dans les prisons de Radkiewicz.

D'autre part, deux faits peuvent être utilisés, à propos de Gomulka, contre Berman :

1) C'est lui qui avait été, de 1945 jusqu'au « schisme » du secrétaire général du Parti ouvrier, le plus étroit collaborateur de celui-ci, au Parti comme au Présidium du Conseil des ministres ;

2) Parmi tous les membres du Bureau politique qui attaquèrent Gomulka à partir du 3 juin 1948, Berman fit malgré tout montre de la plus grande indulgence et d'une velléité, assez nettement manifestée, de le défendre.

Les clichés du procès de Prague

Tout ce que nous venons d'exposer permet de penser que le procès Gomulka n'aura pas lieu très prochainement. En effet, l'« agence titisto-

AUX LECTEURS DU BULLETIN

Nous aurions besoin, pour compléter certaines collections, des numéros suivants :

Année 1949 : Numéros 1 - 2 - 3 - 5 - 6 - 9 - 10 - 11 - 12 - 13 - 14 - 15 - 16.

Année 1950 : Numéros 18 - 19 - 21 - 23 - 25 - 26 - 28 - 30 - 31 - 32.

Année 1951 : Numéros 38 - 39 - 40 - 41 - 42 - 43.

Année 1952 : Numéros 59 - 60 - 61 - 63 - 65 - 66 - 68 et 74.

Ceux de nos lecteurs qui posséderaient un ou plusieurs d'entre eux et qui voudraient bien nous les réexpédier nous rendraient — et rendraient à des spécialistes des problèmes que nous traitons — un très grand service.

Nous les en remercions vivement à l'avance en les priant de vouloir bien adresser leurs envois à B.E.I.P.I., 30, rue de Gramont, Paris 2°.

trotskiste » doit être complétée par une « agence sioniste ». D'autres faits s'ajoutent à l'appui de cette thèse. La mise en scène du procès est loin d'être terminée ; il lui manque encore nombre d'éléments importants. Cette lacune, la sinistre mascarade de Prague vient toutefois de la combler en partie.

En effet, Slansky a « avoué » avoir assassiné pendant l'occupation allemande Jan Sverna, héros communiste slovaque. Un autre accusé, Reicin, a reconnu avoir dénoncé à la Gestapo l'écrivain Fuczik ainsi que d'autres communistes. Un tel dénouement plaît énormément à Varsovie.

Le 28 novembre a eu lieu dans la capitale polonaise une réunion solennelle à la mémoire de Marcel Nowotko, qui, en janvier 1942 avait organisé le Parti ouvrier et qui, devenu peu après son secrétaire général, fut assassiné en novembre de la même année dans une rue obscure de Varsovie. L'assassin, Edouard Molejec, membre du Parti ouvrier, ancien combattant de la guerre civile d'Espagne, se faisait passer pour un ami de Nowotko.

Or, le Parti ouvrier a attendu dix ans pour organiser une réunion commémorative d'un de

ses grand militants. Au cours de la manifestation, Ladislas Dworakowski, membre du Bureau politique, secrétaire du P.C. et vice-président du Conseil des Ministres, une nouvelle étoile stalinienne en Pologne, a rendu Gomulka responsable de la mort de Nowotko.

Mais ce sombre roman policier ne se termine pas là, parce que, un an exactement après l'assassinat de Nowotko, le second secrétaire général du Parti ouvrier polonais, Paul Finder et sa femme, Marguerite Fornalska, membre du Comité central, tombaient aux mains de la Gestapo. C'est encore Gomulka qui devra assumer la responsabilité de ces deux crimes survenus, selon toute possibilité, à la suite d'une dénonciation venant de l'intérieur du Parti lui-même, et par ordre.

Certes, Gomulka et Spychalski ne sont pas encore accusés d'avoir assassiné ou dénoncé les trois militants communistes aussi nettement que l'ont été au procès de Prague Slansky et Reicin. Mais avant que le procès de Varsovie ne soit prêt, les faits invoqués pourront suffisamment « mûrir » dans l'esprit des membres du Bureau politique et des juges d'instruction, de même que dans celui des prisonniers...

Panorama de l'occupation en Autriche

L'*Arbeiter-Zeitung* du 4 octobre 1952 publie quelques chiffres relatifs aux immeubles, appartements et autres locaux réquisitionnés à Vienne par les puissances occupantes. On en compte au total 3.619, dont 3.250 appartements, 145 villas, 35 immeubles entiers (en plus des appartements indiqués plus haut), 9 hôtels et 180 locaux divers (cafés, restaurants, boutiques, écoles, garages). Ce total de 3.619 se décompose comme suit :

| | | |
|------------------|-------|-------|
| U. R. S. S..... | 2.567 | 71,0% |
| U. S. A. | 597 | 16,5% |
| France | 359 | 9,9% |
| Angleterre | 96 | 2,6% |
| | <hr/> | |
| | 3.619 | 100 % |

Voici la répartition des 3.250 appartements réquisitionnés :

| | | |
|------------------|-------|-------|
| U. R. S. S..... | 2.446 | 75,2% |
| U. S. A. | 434 | 13,4% |
| France | 308 | 9,5% |
| Angleterre | 62 | 1,9% |
| | <hr/> | |
| | 3.250 | 100 % |

Sur les 2.446 appartements réquisitionnés par l'occupant soviétique, 845 — soit plus du tiers — ont été attribués à des civils soviétiques et... autrichiens ; ces derniers sont évidemment des permanents communistes, secrétaires du P. C., rédacteurs, directeurs ou autres chefs responsables des entreprises soviétiques en Autriche.

Les données relatives aux réquisitions soviétiques sont un minimum. Les chiffres réels sont probablement plus élevés. L'occupant soviétique interdit en effet aux autorités autrichiennes de procéder aux enquêtes nécessaires dans le IV^e arrondissement de Vienne, le plus rançonné par les Russes.

**

L'*Arbeiter-Zeitung* du 23 novembre fournit des détails quant aux créances autrichiennes sur les

Etats satellites. Ces derniers doivent à l'Autriche 10,6 millions de dollars, soit plus de 4 milliards de francs. Sur ce total, la Tchécoslovaquie doit 3,2 millions de dollars, la Pologne 4,6 millions et la Roumanie 2,8 millions.

Des pourparlers sont en cours entre l'Autriche et ces trois pays pour le règlement de ce déficit commercial. Celui-ci est dû au fait que les Etats satellites n'exécutent pas leurs engagements. Polonais et Tchèques ne livrent pas les quantités promises de charbon. D'autre part, les Etats satellites exigent que l'Autriche paie une partie de leurs marchandises en dollars ou en francs suisses, et non point par l'exportation de ses propres produits.

Cette attitude des « démocraties populaires » montre une fois de plus ce que vaut l'appât du « grand débouché oriental » qu'on a fait miroiter devant les yeux des délégués occidentaux à la conférence économique de Moscou en avril dernier.

**

L'intolérable ingérence de l'occupant soviétique dans l'administration autrichienne crée parfois des situations inextricables. En voici un exemple, que relate l'*Arbeiter-Zeitung* du 18 novembre.

Il y a quelque temps, un jeune homme fut arrêté à Vienne sur l'ordre du commissaire de police du II^e arrondissement (zone soviétique). Bien qu'acquitté par le jury — l'accusation s'étant effondrée — il fut condamné à deux mois de prison pour avoir frappé un gardien en essayant de s'évader pendant l'instruction.

Son avocat interjeta appel en faisant valoir que l'arrestation avait été illégale. Le commissaire de police Csarmann qui avait ordonné l'arrestation est, en effet, un simple particulier aux yeux des autorités autrichiennes, qui le révoquèrent voici deux ans pour indiscipline, car il avait favorisé les trublions communistes lors de leur tentative d'émeute en octobre 1950. Mais l'occupant soviétique le maintint en fonction, malgré les protestations répétées du gouvernement autri-

chien. Commentant ce cas, l'*Arbeiter-Zeitung* écrit :

« Cette question a une importance de principe. Quelle que soit la décision de la Cour d'Appel, il en résultera des complications graves. D'après le droit autrichien, Csarman, révoqué de son service, n'a plus qualité pour agir comme com-

missaire de police. Mais il continue à exercer cette fonction. Ce fait entache-t-il d'illégalité, donc de nullité, tous les actes du commissariat de police du II^e arrondissement? On voit le chaos juridique que crée l'exercice illégal de leur fonction par les commissaires de police que le gouvernement a révoqués et que les Russes continuent d'imposer. »

Le chaos dans les kolkhozes en Bulgarie

LA collectivisation massive des terres s'est réalisée en deux mois en Bulgarie : en août et septembre 1950. Au printemps de l'année 1950 les kolkhozes ne représentaient que 11,5 % des terres arables et 14,5 % de la population agricole (*Rabotnitchesko Délo* du 5 avril 1952). Mais, en automne de la même année, les kolkhozes comprenaient déjà 43 % des terres arables et 48 % de la population agricole (*Novo Vremé*, n° 12, 1950). Dans les régions productrices de blé, la collectivisation atteignait 90 %.

Comme on devait s'y attendre cette collectivisation forcée et par trop brusquée ne tarda pas à avoir de graves conséquences. Le printemps de l'année 1951 vit éclater les révoltes ouvertes contre les kolkhozes dans la région de Koula, Tétévén et ailleurs. Les paysans reprenaient leur bétail qu'ils avaient été obligés de céder aux kolkhozes et rentraient en possession de leurs terres.

Le 7 avril 1951, le secrétaire général du Parti et président du Conseil des ministres, Valko Tchervenkov, reconnut tous ces faits et lança de graves menaces contre ceux qui porteraient atteinte à la propriété collective, (Voir *B.E.I.P.I.*, n° 53, 1-15 octobre 1951).

Depuis lors, les kolkhozes ont été l'objet de nombreuses résolutions et décisions de la part du gouvernement et du Parti. En présence de graves difficultés, le Parti fut obligé de décréter au début de chaque saison nombre de plans et d'instructions qui fixaient les délais et les pourcentages à respecter lors des travaux agricoles. La responsabilité de l'exécution à temps des travaux agricoles fut assumée à partir de cette année par les organes de l'administration et par les organisations, dites de masse. C'est de cette façon qu'on est obligé de labourer, d'ensemencer et de moissonner dans les républiques populaires...

En automne de l'année 1951, c'est-à-dire à peine une année après la collectivisation massive des terres, se tint à Sofia une « conférence nationale des travailleurs de choc des kolkhozes » qui avait pour but de démontrer les grands « succès » enregistrés par les kolkhozes. En réalité les staliniens bulgares s'efforcèrent de prouver aux yeux de Moscou et du peuple bulgare que si tout n'allait pas comme sur des roulettes au sein des kolkhozes, la faute ne pouvait incombent qu'aux « koulaks qui se sont introduits dans les kolkhozes ».

Des informations parues dans la presse avant et au cours de la conférence permirent de conclure que la situation dans les kolkhozes était bien différente de l'image que voulaient lui donner les dirigeants communistes. Les abus, les dilapidations de la propriété collective et autres n'étaient pas le fait des kolkhoziens, trop exposés aux graves sanctions de la loi sur la protection de la propriété collective, mais bien le fait des dirigeants : présidents, comptables, brigadiers, tous communistes en principe.

Ainsi, selon une information, parue dans le journal officiel du Parti *Rabotnitchesko Délo* du

22 septembre 1951 on a pu apprendre qu' « on achète et vend à bas prix les « troudodni » (journées de travail) dans plusieurs kolkhozes » :

« ... Profitant de la gêne financière temporaire éprouvée par certains coopérateurs avant la rentrée des récoltes et avant la distribution des avances... le bureau du Parti et le conseil d'administration du kolkhoze ne se sont pas rendus compte du caractère illégal et anti-statutaire de la « vente des troudodni ». Des membres du Parti même ont acheté des troudodni, tandis que le bureau de l'organisation du Parti régularisait les « ventes ». Le secrétaire de l'organisation locale du Parti, Ignat Mikov, a « acheté » de cette manière 60 troudodni. »

Par le journal *Zémédelsko Znamé*, organe de l'Union agrarienne, simple vassal du Parti communiste, on a pu apprendre des faits de vols et de falsification de documents. L'éditorial du 3 novembre 1951 de *Zémédelsko Znamé* relate des cas de vols de brebis dans le kolkhoze du village Alexandrovo, arrondissement de Lovétsch.

Au cours de l'année dernière et de cette année la presse a régulièrement publié des faits de dilapidation de biens coopératifs, dûs à la nonchalance et à l'incurie des dirigeants des kolkhozes.

De simples kolkhoziens adressent aux rédactions des journaux des lettres, relatant comment le maïs ou la betterave sont laissés à l'abandon jusqu'à ce qu'ils pourrissent ou gèlent, comment les vaches ne reçoivent de la nourriture qu'une fois par 24 heures et comment des centaines de moutons demeurent enfermés dans les bergeries sans que personne ne se soucie d'eux. (*Rabotnitchesko Délo* du 13 février 1952)

Les réunions annuelles des kolkhozes qui se sont tenues pendant les mois de février et mars de l'année 1952 ont permis de révéler une série de cas scandaleux. Par exemple le cas qui s'est produit dans le kolkhoze du village Novi Han, arrondissement de Eline Péline où « le président fait construire en pleine campagne d'ensemencement de l'automne sa nouvelle maison, en mobilisant à cet effet deux paires de bœufs de trait et plusieurs kolkhoziens-maçons, mais il refuse aux kolkhoziens d'utiliser du bétail pour leurs propres besoins, sous prétexte qu'on doit se hâter pour l'ensemencement. C'est à cause de cette désorganisation et de ce laisser-aller que la construction des étables a été retardée et que le bétail du kolkhoze a souffert cruellement du froid » (*Zémédelsko Znamé* du 17 février 1951).

C'est encore par lettre que les kolkhoziens du village Broussartzi déclarent : « nous ne voulons pas d'un tel président » et révèlent que :

« le président Kamen Siméonov admet et commet personnellement des abus. C'est lui qui a envoyé à Dabovo tout le lait obtenu par les troupeaux coopératifs, afin de le faire transformer en

fromage, mais ce fromage n'était pas destiné aux kolkhoziens, mais aux seuls usages du président de la coopérative et de Pierre Tontchov. Il n'a pas réussi à tromper les kolkhoziens et son abus a été découvert, mais le président ne subit aucune punition et Pierre Tontchov s'en tira avec une semonce de l'organisation » (Rabotnitchesko Délo du 26 avril 1952).

Sous le titre « Incurie ou sabotage » le journal Rabotnitchesko Délo du 5 juillet 1952 relate d'autres faits bien éloquents :

« ... Malgré les bonnes conditions, le kolkhoze du village Podgoritza, arrondissement de Targovichté, ne peut se consolider et se développer. L'année dernière, par la seule faute du conseil d'administration, dont le président est Georgiev, la vesce a été laissée trop longtemps sur les champs et s'est égrenée avant d'être moissonnée... ce qui a créé de graves difficultés pour la nourriture du bétail. En outre, plus de 20 tonnes de betteraves à sucre ont été laissées inutilisées et ont pourri, ce qui a occasionné de grands dommages au kolkhoze. Le président du kolkhoze au lieu de reconnaître ses torts, s'est borné à déclarer que les mêmes faits s'étaient déjà produits l'année précédente... »

On se demande comment toutes ces informations ont pu passer à travers la censure vigilante du Parti ; mais elles ont été largement confirmées par l'arrêté du Conseil des ministres et du C.C. du P.C. bulgare, publié le 19 août 1952 et disant notamment :

« ... Des infractions graves aux statuts continuent à être enregistrées dans de nombreux kolkhozes. Ces infractions consistent surtout en manque total de mesures pour la protection de la

propriété collective... en malversations de sommes appartenant à l'Etat ou à certains fonds... en la néfaste pratique d'accorder à certains coopérateurs munis d'un petit mot du président du kolkhoze des produits ou des sommes d'argent sans tenir compte du nombre de troudodni (journées de travail) qu'ils ont exécutées, ce qui amène à donner des avances à certains coopérateurs au détriment de tous les autres qui ne touchent même pas ce qui leur est dû... »

« ... Les présidents et les conseils d'administration de certains kolkhozes engagent souvent d'une manière illégale et anti-statutaire des fonds et des biens appartenant aux kolkhozes pour les besoins de certaines administrations et organisations et ce au détriment des coopérateurs... Certains dirigeants de kolkhozes abusent de leurs fonctions, détournent à leur profit une partie des biens collectifs, exploitent gratuitement les machines et le bétail appartenant à la collectivité. »

Ce long arrêté énumère encore plusieurs cas scandaleux et ordonne la création d'un nouveau « conseil pour le développement et l'affermissement des kolkhozes » auprès du Conseil des ministres. Les membres de ce conseil sont nommés et non pas élus. La liste comportant les noms des 70 membres de ce conseil est publiée en même temps que l'arrêté. C'est un nouvel apport à la bureaucratization de l'agriculture.

La publication de l'arrêté mentionné ci-dessus fut interprétée comme une consigne et un déluge de lettres de protestations, de doléances et de plaintes se déversa dans les rédactions des journaux qui cette fois-ci n'hésitèrent pas du tout à les publier. Et on est certain de trouver actuellement dans chaque village « des saboteurs » derrière le bureau du président du kolkhoze, derrière celui du secrétaire du Parti même, ou derrière celui des comptables.

Le gaspillage et la désorganisation règnent dans le ravitaillement bulgare

UNE des plus grandes préoccupations de la ménagère bulgare à l'approche de l'hiver a été depuis toujours l'approvisionnement en vivres pour l'hiver. Ce sont en général des pommes de terre, des carottes, des choux, des piments, des oignons et autres légumes que l'on met en conserve. La façon traditionnelle de conserver les légumes en Bulgarie consiste à les plonger dans une saumure. On obtient une nourriture d'un goût exquis et surtout riche en vitamines, donc tout indiquée pour le rude hiver bulgare.

Chaque ménage citadin en temps normal s'approvisionnait pour le long hiver d'au moins 100 à 150 kg. de pommes de terre, 30 à 40 kg. d'oignons et de plus de 200 kg. de choux. Cet approvisionnement s'avère de plus en plus indispensable maintenant en raison de la mauvaise organisation du réseau commercial stalinien qui n'arrive plus à satisfaire les besoins des consommateurs même en plein été. Les files d'attente devant les magasins, bien qu'infiniment fatigantes en été, deviennent infernales en plein hiver, lorsque la température baisse au-dessous de -25° et quand soufflent les vents froids venant de la Russie.

Dans ces conditions il ne faut pas s'étonner qu'un arrivage de choux dans la capitale en automne dernier ait été considéré comme un événement méritant d'être célébré par un meeting. Ce fait a été souligné l'année dernière par un des quotidiens bulgares. Le journal précisait que la

quantité de choux était insuffisante et que les consommateurs n'en avaient obtenu que 2 kg. par personne.

Cette année les journaux ne parlent plus de meetings organisés en l'honneur d'arrivages de légumes dans la capitale et les autres villes, mais sont au contraire remplis de commentaires concernant la carence de légumes sur les marchés. Le premier incriminé pour cet état des choses est l'appareil commercial stalinien :

« ... Les travailleurs de nos grands centres de consommation constatent ces derniers temps avec un souci de plus en plus vif la carence et parfois l'absence totale des légumes les plus indispensables pour l'approvisionnement d'hiver. Cette absence de légumes est surtout vivement ressentie sur les marchés de la capitale. Les organisations commerciales de l'Etat n'ont pas assuré des arrivages suffisants de pommes de terre, d'oignons, de choux, de piments, etc... »

« ... La faute en incombe à l'Union central des coopératives et spécialement aux coopératives locales de Plovdiv, Pazardjik, Gorna Oriahovitza, Vidin, Tirnovo (N.D.L.R. : les plus importants centres maraîchers) qui n'ont pas procédé aux achats qui s'imposaient en temps voulu. » (Rabotnitchesko Délo du 24-10-52).

Les quantités de légumes produites par les kolkhozes ne doivent pas être considérables et l'initiative privée a encore une fois connu le succès :

« ... L'enquête effectuée par le Ministère de l'Intérieur a permis de constater qu'on trouve chez les fermiers particuliers des centaines de tonnes de piments, mais la coopérative de Plovdiv n'achète qu'aux kolkhozes et la majorité de ces derniers a déjà rempli les obligations découlant des contrats signés avec l'Etat... »

(Rabotnitchesko Délo du 24-10-52).

Les pommes de terre sont achetées aux producteurs suivant un graphique spécial établi par le gouvernement :

« ... L'Union centrale des coopératives jusqu'au 15 octobre n'avait réussi des achats que pour 31 % des quantités prévues tandis que le graphique du gouvernement pour les pommes de terre indiquait au moins 50 % d'achats à effectuer pour cette période... » (Rabotnitchesko Délo du 24-10-1952).

Une fois achetées les pommes de terre sont stockées dans les stations et gares de chemin de fer où personne ne veille à les préserver du froid, mais où on les garde des voleurs éventuels :

« ... Le transport des pommes de terre est très mal organisé. Le long des lignes de chemin de fer Péchtéra-Bratzigovo, Septemvri-Dobrinichté, la ligne de Karlovo, à la gare Zlataritz et autres sont stockées des centaines de tonnes de pommes de terre qui attendent un transport. Le froid menace de gel cette denrée si précieuse pour la population... » (Rabotnitchesko Délo du 24-10-1952.)

L'irresponsabilité et la désorganisation règnent dans les magasins de l'Etat et même dans des villes comme Dimitrovo, qui est le plus grand centre minier de la Bulgarie, et où l'organisation devrait être exemplaire les consommateurs sont obligés de faire des heures entières des « queues » devant ces magasins :

« ... Dans les magasins de l'entreprise commerciale de la ville « Fruits et légumes » à Dimitrovo on ne trouve ni les légumes, ni les fruits

qui sont très recherchés actuellement. En effectuant une enquête dans les entrepôts de cette entreprise on pourra constater qu'on y trouve des dizaines de tonnes de pommes, ainsi que des piments, des aubergines, etc., mais ce qui manque c'est l'organisation qui permettra de distribuer ces fruits et légumes dans les magasins de vente... » « Le directeur Boris Popov ne s'inquiète nullement que par sa faute se forment d'interminables files d'attente devant les magasins et que les ouvriers perdent un temps fou pour pouvoir s'approvisionner en légumes et fruits... » (Rabotnitchesko Délo du 29-10-52).

Et voici à quoi mène le travail planifié à l'extrême :

« ... Le petit chiffre d'affaires que réalise actuellement « Fruits et légumes » n'inquiète pas ses dirigeants, car le plan élaboré par le Soviet des députés des travailleurs de la ville pour le quatrième trimestre est très modeste. Bien que ce quatrième trimestre soit celui où l'on vend le plus de fruits et de légumes, le plan établi est 8 fois moins important que celui pour le troisième trimestre, et il a été réalisé dans les 10 premiers jours du mois. Ce plan visiblement inférieur à ce qu'il aurait dû être exerce une influence « démobilisante » sur les dirigeants et le personnel de l'entreprise. Il les tranquillise et ne les incite pas à rechercher toutes les ressources possibles, afin de satisfaire pleinement les besoins de la population... »

(Rabotnitchesko Délo du 29-10-52).

De sorte que le plus important problème économique qui préoccupe actuellement les staliniens, mis à part le retard de l'ensemencement automnal et du labourage en profondeur en raison de la sécheresse et de la réparation défectueuse des machines agricoles, serait d'après leurs propres dires « la lutte pour assurer le chou et les pommes de terre pour l'hiver ». Il est fort possible qu'ils se voient contraints de rétablir le rationnement pour les pommes de terre.

Les gouvernements de la Hongrie « populaire » de 1944 à 1952

ON se souvient du discours révélateur que prononça le 29 février 1952, Matias Rakosi à l'École supérieure des cadres du Parti communiste hongrois (1). Il y définissait la méthode dont le Parti communiste hongrois avait usé, à l'instar des autres, pour écarter de la vie politique (quand ce n'était pas de la vie tout court) après s'en être servi, les représentants des autres partis qui avaient consenti à faire avec eux un bout de chemin depuis la « libération » de la Hongrie par les troupes russes.

Avec un cynisme d'une grossièreté déconcertante, il appelait cette méthode « la tactique du salami » laquelle « consistait à débiter jour après jour, tranche par tranche, la réaction cachée dans le parti des petits propriétaires », puis dans le parti socialiste, jusqu'à ce que se trouvent seuls au pouvoir des communistes authentiques.

Rakosi n'exagérait en rien, et il suffit de considérer la composition des gouvernements qui se sont succédés au pouvoir en Hongrie depuis 1944 pour se rendre compte de la persévérance et de l'efficacité avec lesquelles les communistes de Budapest ont appliqué « la tactique du salami ».

(1) Le B.E.I.P.I. en a publié d'importants fragments dans son numéro 71 du 1^{er} juillet 1952. Depuis, le texte intégral a paru dans la Documentation française.

Première étape : le Front National

La première étape, qui devait être aussi la plus courte, s'ouvrit avant que la guerre ne soit finie : ce fut celle du « Front National de l'Indépendance hongroise ».

La tâche la plus importante d'alors était, selon Rakosi « l'anéantissement des envahisseurs fascistes allemands. A cette fin, sur les conseils et selon les directives du camarade Staline, le Parti communiste hongrois, comme les partis des autres pays, avait créé une large coalition antifasciste comprenant des paysans, des petits bourgeois antihitlériens et même des éléments de la bourgeoisie moyenne... le Front National de l'Indépendance hongroise. »

Le premier gouvernement de la Hongrie « nouvelle » fut constitué le 23 décembre 1944, à Debreczen, qui fut libérée avant la capitale.

En le constituant, les dirigeants soviétiques visaient avant tout à gagner les militaires hongrois et à s'en faire des alliés éventuels dans les combats à mener pour le nettoyage du reste du pays. C'est pourquoi, ils firent donner des portefeuilles à trois généraux de l'armée du Régent Horthy. Le président du Conseil, le général Danolki-Miklos,

était du nombre. Il commandait la première armée, quand le Régent fit connaître par radio au pays qu'il avait demandé l'armistice. Aussitôt, il déposa les armes et passa dans le camp allié.

Le gouvernement — gouvernement de coalition — était de tendance modérée. Il comprenait seulement trois membres communistes sur 16, et il déclara à plusieurs reprises qu'il restait fidèle au principe de la propriété privée. La réforme agraire qu'il décida était (apparemment du moins) conforme à ce principe. Voici quelle était la composition de ce gouvernement.

Président : Général *Dalnoki-Miklos*, Béla (indépendant) ; Affaires étrangères : *Gyongyossi*, Janos (Petits Propriétaires) ; Intérieur : *Erdei*, Ferenc (Indépendant) ; Défense : *Voros*, Janos (Indépendant) ; Justice : *Valentiny*, Agoston (Indépendant) ; Commerce : *Gabor*, Jozsef (Communiste) ; Industrie : *Takacs*, Ferenc (Socialiste) ; Agriculture : *Nagy Imre* (Communiste) ; Ravitaillement : Général *Farago*, Gabor (Indépendant) ; Education et Affaires religieuses : *Teleki*, Géza (Indépendant) ; Questions sociales : *Molnar*, Erik (Communiste) ; Finances : *Vasary*, Istvan (Indépendant).

Le 25 juillet 1945, *Riesz Istvan* (socialiste) remplaçait *Valentiny* à la Justice, *Ronai Sander* (socialiste) remplaçait le général *Farago* au Ravitaillement, *Oltvanyi Imre* (Petits-Propriétaires) remplaçait *Vasary* aux Finances.

Le 20 septembre 1945, *Takacs* céda le ministère de l'Industrie au socialiste *Ban Antal*.

Le gouvernement provisoire démissionna après les élections.

Deuxième étape : l'élimination du parti des petits propriétaires

La seconde étape commença au lendemain des élections du 15 novembre 1945 qui donnèrent 57 % des sièges au parti des petits propriétaires, contre 17 % seulement au Parti communiste.

Or, à l'inverse du parti paysan, qui avait des sympathies pour le communisme, le parti des petits propriétaires était de tendance modérée, et il disposait sur le plan parlementaire d'assez de voix pour former à lui seul un gouvernement, si les règles démocratiques avaient été observées.

Les communistes s'y opposèrent : « *Notre Parti*, déclare *Rakosi*, *demanda la vice-présidence du conseil des ministres et le ministère de l'Intérieur, ce qu'il obtint après quelques atermoiements.* » La voie vers le terrorisme était donc ouverte, puisque le P.C.H. avait le ministère de l'Intérieur et que, toujours selon *Rakosi*, il avait réclamé et obtenu dès la première minute la direction exclusive d'un organisme où il n'accorda jamais aucune place aux autres partis de la coalition : l'A.V.H., la police politique hongroise.

Les communistes avaient d'ailleurs obtenu autre chose : le gouvernement serait un gouvernement de coalition, dans lequel les petits propriétaires n'auraient que la moitié des portefeuilles, les autres allant aux socialistes et aux communistes. Ainsi les manœuvres seraient-elles plus faciles.

Le second gouvernement de la Hongrie nouvelle fut donc présidé par *Zoltan Tildy*, un petit propriétaire, mais sur 18 membres, il comptait 4 communistes.

Ce fut sous ce gouvernement, qui dura deux mois et demi (15 novembre 1945 — 1^{er} février

1946) que fut votée la constitution de la République Populaire hongroise, abolie l'ancienne dénomination « Royaume de Hongrie », et promulguées les premières nationalisations (mines et assurances). Ce premier gouvernement était composé comme suit (les noms des ministres communistes sont seuls en italique) :

Président : *Tildy*, *Zoltan* (petits propriétaires) ; Vice-Présidents : *Rakosi Matyas* (communiste), *Szakasits*, *Arpad* (socialiste), *Dobi*, *Istvan* (petits propriétaires) ; Affaires étrangères : *Gyongyossi*, *Janos* (petits propriétaires) ; Intérieur : *Nagy*, *Imre* (communiste) ; Défense : Général *Tombor*, *Jeno* (petits propriétaires) ; Justice : *Riesz*, *Istvan* (socialiste) ; Commerce : *Ronai*, *Sandor* (socialiste) ; Industrie : *Ban*, *Antal* (socialiste) ; Agriculture : *Kovacs*, *Béla* (petits propriétaires) ; Ravitaillement : *Baranyos*, *Karoly* (petits propriétaires) ; Education et Questions religieuses : *Keresztury*, *Dezso* (parti paysan) ; Questions sociales : *Molnar*, *Erik* (communiste) ; Finances : *Gordon*, *Ferenc* (petits propriétaires) ; Reconstruction : *Misteth*, *Gyula* (petits propriétaires) ; Information : *Balla*, *Antal* (petits propriétaires) ; Communications : *Gero* *Erno* (communiste).

Le gouvernement Nagy

(4 février 1946 — 30 mai 1947)

L'élection de *Zoltan Tildy* à la présidence de la République entraîna la démission du cabinet dont il était le chef et la constitution d'un nouveau gouvernement.

Ce gouvernement fut présidé aussi par un membre du parti des petits propriétaires, *Ferenc Nagy*. Il eut avant tout à s'occuper de politique extérieure, puisque c'est dans l'été 1946 que le traité de Paix fut discuté à Paris. Le chef du gouvernement fit plusieurs voyages à l'étranger, à Moscou et à Washington. On notera qu'il fut accompagné aux Etats-Unis par le communiste hongrois numéro 1, *Rakosi*, et que le Président Truman les recut tous les deux.

Sur 18 ministres, le gouvernement ne comprenait encore que 4 communistes (en italique) :

Président : *Nagy*, *Ferenc* (petits propriétaires) ; Vice-Présidents : *Rakosi*, *Matyas* (communiste), *Szakasits*, *Arpad* (socialiste), *Dobi*, *Istvan* (petits propriétaires) ; Affaires étrangères : *Gyongyossi*, *Janos* (petits propriétaires) ; Intérieur : *Nagy*, *Imre* (communiste) ; Défense : *Tombor*, *Jeno*, général (petits propriétaires) ; Justice : *Riesz*, *Istvan* (socialiste) ; Commerce : *Ronai*, *Sandor* (socialiste) ; Industrie : *Ban*, *Antal* (socialiste) ; Agriculture : *Kovacs*, *Béla* (petits propriétaires) ; Ravitaillement : *Baranyos*, *Karoly* (petits propriétaires) ; Education et Questions religieuses : *Ortutay*, *Gyula* (petits propriétaires) ; Questions sociales : *Molnar*, *Erik* (communiste) ; Finances : *Gordon*, *Ferenc* (petits propriétaires) ; Reconstruction : *Misteth*, *Gyula* (petits propriétaires) ; Communications : *Gero*, *Erno* (communiste) ; Information : *Balla*, *Antal* (petits propriétaires).

C'est sous ce gouvernement que les communistes s'employèrent à l'élimination du parti des petits propriétaires.

Déjà, les communistes avaient travaillé à affaiblir en lui suscitant un rival dans l'opinion paysanne. « *Dès 1944*, dit *Rakosi*, *nous décidâmes de soutenir un nouveau parti qui, dès sa création, avait établi des liens étroits avec le Parti communiste et qui devint le rival du parti des petits propriétaires.* »

Mais cela ne suffisait pas, les résultats électoraux en apportaient la preuve, et les communis-

tes s'employèrent à provoquer des divisions dans le parti des petits propriétaires. La méthode était simple : les communistes accusèrent de la rage, c'est-à-dire d'opinions réactionnaires, non la totalité mais une partie des petits propriétaires. Ainsi espéraient-ils amener la majorité du parti, contre laquelle ils modéraient leurs critiques, à se séparer de la minorité compromettante. Ce qui arriva.

« Notre Parti, dit toujours Rakosi, entreprit alors la lutte pour démasquer les éléments réactionnaires qui s'étaient introduits dans le parti des petits propriétaires et pour les en expulser... Notre parti exigea que le parti des petits propriétaires prit des mesures contre ses propres éléments réactionnaires, et exclut de ses rangs les réactionnaires les plus connus. L'aile gauche du parti des petits propriétaires prit ouvertement position en faveur de ces revendications... Le parti des petits propriétaires fut contraint d'accéder à nos demandes. Il exclut 21 députés compromis. »

Le parti des petits propriétaires ainsi affaibli, matériellement et moralement, les communistes s'acharnèrent sur lui et s'employèrent à le décapiter en attaquant ses chefs: « Dans l'hiver 1946-1947, le combat redoubla de violence, écrit Rakosi. Un des ministres et même le secrétaire général du parti des petits propriétaires, Bela Kovacs, étaient impliqués dans la conjuration : le Parti fut obligé d'exclure de nouveau une partie de ses membres, dont beaucoup furent emprisonnés comme conspirateurs... Tandis que Nagy était en Suisse, on eut la preuve qu'il était le véritable chef des conspirateurs... »

Cette lutte, les communistes étaient assez habiles pour ne pas la mener seuls et pour entraîner avec eux les socialistes et le parti paysan, leur instrument docile. C'est à cette fin que dès mars 1946 — le gouvernement Nagy n'étant au pouvoir que depuis un mois — ils provoquèrent la formation à l'intérieur du Front de l'Indépendance Nationale d'un bloc des gauches comprenant communistes, socialistes et paysans.

Le progrès de cette campagne se traduisit sur le plan ministériel, par les remaniements suivants apportés au gouvernement Nagy.

Le 1^{er} mars 1946, Szabo Istvan (petits propriétaires) remplaçait à la vice-présidence Istvan Dobi qui remplaçait Kovacs à l'Agriculture.

Le 23 mars 1946, Rajk (communiste) succédait à Nagy à l'Intérieur. Le 20 août, le général Tomhor céda la Défense à Albert Barta et le 30 août, Gordon les Finances à Geno Racz (petits propriétaires).

Le 20 novembre 1946, Dobi laissait l'Agriculture à Baranyos Karoly, remplacé au Ravitaillement par Eross Janos (petits propriétaires). Balla laissait l'Information à Bogner Jozsef (petits propriétaires).

Enfin, le 14 mars 1947, la Défense passait à Lajos Dinnyes (petits propriétaires), les Finances à Nvaradi Mikles (petits propriétaires), la Reconstruction à Peter Veres (parti paysan) et l'Information à Erno Mihalyffy (petits propriétaires).

Le 30 mai 1947, le président Nagy, qui prenait ses vacances en Suisse, donna brusquement sa démission et se réfugia aux Etats-Unis. Il fut remplacé par Lajos Dinnyés, membre du même parti, mais orienté plus à gauche, qui se fit conférer les pleins pouvoirs et en usa pour dissoudre le parlement

Troisième étape : l'élimination des socialistes

Les nouvelles élections — 31 août 1947 — furent un désastre pour le parti des petits propriétaires, qui n'obtint que 15 % des sièges. Dinnyés n'en conserva pas moins la direction dans le nouveau gouvernement. En fait, il joignait la corruption à l'incapacité, et les communistes s'assurèrent aisément sa complicité pour achever la liquidation du parti des petits propriétaires.

C'est sous ce second gouvernement Dinnyés que commença la lutte systématique contre les socialistes, qui, dit Rakosi « avaient pris la place du parti des petits propriétaires aux premières lignes du combat contre les communistes. »

Selon la tactique qui leur avait si bien réussi avec les petits propriétaires, les communistes provoquèrent une scission au sein du parti, entre « socialistes de gauche » et « socialistes de droite », ils réussirent, au nom de l'« unification des partis ouvriers » à intégrer les socialistes de gauche dans le Parti communiste. Il n'y eut plus désormais de parti socialiste indépendant.

Second gouvernement Dinnyés

(30 mai 1947 — 30 juillet 1948)

Sur 18 membres, 4 communistes (en italique) :

Président : Dinnyés, Lajos (petits propriétaires) ; Vice-présidents : *Rakosi*, Matyas (communiste), Szakasits, Arpad (socialiste), Dobi, Istvan (petits propriétaires) ; Affaires étrangères : Mihalyffy, Erno (petits propriétaires) ; Intérieur : *Rajk*, Laszlo (communiste) ; Défense : Dinnyés, Lajos (petits propriétaires) ; Justice : Riesz, Istvan (socialiste) ; Commerce : Ronai, Sandor (socialiste) ; Industrie : Ban, Antal (socialiste) ; Agriculture : Baranyos, Karoly (petits propriétaires) ; Ravitaillement : Eross, Janos (petits propriétaires) ; Education et Questions religieuses : Ortutay, Gvula (petits propriétaires) ; Questions sociales : *Molnar*, Erik (communiste) ; Finances : Nvaradi, Miklos (petits propriétaires) ; Reconstruction : Veres, Peter (parti paysan) ; Communications : *Gero*, Erno (communiste) ; Informations : Mihalyffy, Erno (petits propriétaires).

Ce gouvernement connut deux remaniements importants :

Le 24 septembre 1947, Dobi abandonnait la vice-présidence, Mihalyffy céda les Affaires étrangères à Erik Molnar (communiste). La Défense passait à Peter Veres (parti paysan), l'Agriculture à Szabo Arpad (petits propriétaires), les Questions sociales à Olt Karoly (communiste), la Reconstruction à Jozsef Darvas (parti paysan), tandis que le ministère du Ravitaillement et celui de l'Information, tous deux détenus par des petits propriétaires étaient dissous.

À la fin de 1948, le socialiste Ban céda l'Industrie à Imre Vaida, socialiste (21 février 1948) et Szabo l'Agriculture à Dobi, ancien vice-président.

C'est ce gouvernement qui refusa l'offre de l'aide américaine et scella définitivement la subordination de la Hongrie à l'U.R.S.S.

Troisième gouvernement Dinnyés

(3 août — 8 décembre 1948)

Ce gouvernement fut constitué après la démission du Président de la République, Zoltan Tildy. Cette démission avait été exigée par les communistes qui reprochaient au président la « trahi-

son » de son gendre, Victor Csornoky, diplomate aux Etats-Unis, et sa participation au complot de Ferenc Nagy.

L'ancien leader socialiste Arpad Szakasits fut élu à sa place : il avait été un artisan actif de la « fusion » entre socialistes et communistes, et cette nomination était sa récompense.

Sur 16 membres, on comptait 7 communistes (en italique). La marche vers la conquête du gouvernement entre dans une seconde phase :

Président : Dinnyés, Lajos (petits propriétaires) ; Vice-présidents : *Rakosi*, Matyas (communiste), Erdei, Ferenc (parti paysan) ; Affaires étrangères : *Rajk*, Laszlo (communiste) ; Intérieur : *Kadar*, Janos (communiste) ; Défense : Veres, Péter (parti paysan), *Farkas*, Mihaly (communiste) ; Justice : Riesz, Istvan (socialiste) ; Commerce : Ronai, Sandor (socialiste) ; Industrie : *Kossa*, Istvan (communiste) ; Agriculture : Dobi, Istvan (petits propriétaires) ; Education et Questions religieuses : Ortutay, Gyula (petits propriétaires) ; Questions sociales : *Olt*, Karoly (communiste) ; Finances : Nyaradi, Miklos (petits propriétaires) ; Reconstruction : Darvas, Jozsef (petits propriétaires) ; Communications : *Gero*, Erno (communiste).

Gouvernement Dobi

(9 décembre 1948 — 8 mai 1950)

Ce gouvernement n'a plus à compter le moins du monde avec les « partis » — ceux qui subsistent n'ayant qu'une existence nominale. La domination communiste est désormais complète. Le moment est venu de s'en prendre directement à l'Eglise. A Noël 1948, le cardinal Mindzenty, Primate de Hongrie était arrêté. Son procès viendra en janvier 1949, suivi, en septembre de la même année, par celui de l'ancien ministre de l'Intérieur le communiste Laszlo Rajk qui à l'origine faisait partie du gouvernement Dobi.

C'est dans cette période que fut entamée la collectivisation des terres.

Sur 15 membres, 9 communistes (en italique), la majorité cette fois :

Président : Dobi, Istvan (petits propriétaires) ; Vice-président : *Rakosi*, Matyas (communiste) ; Affaires étrangères : *Rajk*, Laszlo (communiste) ; Intérieur : *Kadar*, Janos (communiste) ; Défense : *Farkas*, Mihaly (communiste) ; Justice : Riesz, Istvan (social-démocrate) ; Commerce : Ronai, Sandor (socialiste) ; Industrie : *Kossa*, Istvan (communiste) ; Agriculture : Csala, Istvan (petits propriétaires) ; Education et Questions religieuses : Ortutay, Gyula (petits propriétaires) ; Questions sociales : *Olt*, Karoly (communiste) ; Finances : *Gero*, Erno (communiste) ; Reconstruction : Darvas, Jozsef (parti paysan), *Sandor*, Laszlo (communiste) ; Communications : *Gero*, Erno (communiste).

Ce gouvernement connut plusieurs remaniements.

Le 8 juin 1949, Rajk quittait le ministère de l'Intérieur, qui passait aux mains du communiste Gyula Kallai.

Csala laissait l'Agriculture à Ferenc Erdei (parti paysan), Olt les Questions sociales à Anna Ratko (communiste), Gero, qui avait abandonné les Communications le 18 février à Lajos Bebrics (communiste) dont il avait la charge en même temps que des Finances, abandonnait celles-ci à Istvan Kossa (communiste), pour devenir secrétaire d'Etat.

Les ministères de l'Industrie et du Commerce furent dissous et remplacés par des ministères

du Commerce Intérieur (Jozsef Bognar, petits propriétaires) de l'Industrie légère (Gyorgy Marosan, socialiste) du Commerce extérieur (Sandor Ronai, socialiste), de l'Industrie lourde (Mihaly Zsofinyec, communiste).

Un ministère de l'Education populaire était également créé dont le titulaire fut Jozsef Revai, communiste.

Second remaniement le 20 février 1950. Kossa cédait les Finances à Karoly Olt (communiste) et Darvas la Reconstruction à Laszlo Sandor, communiste.

Second gouvernement Dobi

(8 mai 1950)

Un nouveau gouvernement fut constitué à la suite de la démission à laquelle fut contraint le Président de la République Arpad Szakasits. On l'accusait d'avoir pris part à un « complot » dans lequel son fils Georges Szakasits, diplomate à Paris, (il était chargé d'affaires auprès du « gouvernement républicain espagnol ») aurait été impliqué. Ce dernier est actuellement en Sibérie. Ce fut le socialiste Sandor Ronai, qui succéda à Szakasits.

Le « chef » du gouvernement est toujours Dobi, du parti des petits propriétaires, représenté au cabinet par deux autres de ses membres, Bognar et Darvas. Mais ce n'est plus que de la comédie.

Quant aux anciens socialistes qui détiennent des portefeuilles, ils sont, depuis la fusion, devenus d'ardents communistes.

Les modifications apportées à la composition du gouvernement depuis sa formation sont sans importance et sans signification politique.

Sur 27 membres, 20 communistes (en italique) :

Président : Dobi, Istvan (petits propriétaires) ; Vice-président : *Rakosi*, Matyas (communiste) ; Ministre d'Etat : *Gero* Erno, (communiste) ; Affaires étrangères : *Kallai*, Gyula (communiste), jusqu'au 12 mai 1951, *Kiss*, Karoly, depuis le 12 mai 1951 (communiste) ; Intérieur : *Kadar*, Janos (qu'au 24 juin 1950, communiste), *Zold*, Sandor du 24 juin 1950 au 21 avril 1951 (communiste), *Hazi*, Arpad (depuis le 21 avril 1951, communiste) ; Défense : *Farkas*, Mihaly (communiste) ; Justice : *Riesz*, Istvan (jusqu'au 14 juin 1950, communiste), *Molnar*, Erik (depuis le 14 juin 1950, communiste) ; Agriculture : Erdei, Ferenc (parti paysan communiste) ; Education et Affaires religieuses : Darvas, Jozsef (petits propriétaires) ; Santé Publique : *Ratko*, Anna (communiste) ; Finances : *Olt*, Karoly (communiste) ; Reconstruction : *Sandor*, Laszlo (depuis le 9 octobre 1951, communiste), *Szjarto*, Lajos (jusqu'au 9 octobre 1951, communiste) ; Communications : *Bebrics*, Lajos (communiste) ; Commerce intérieur : Bognar, Jozsef (petits propriétaires) ; Industrie légère : *Marosan*, Gyorgy (jusqu'au 5 août 1950, communiste), *Kiss*, Arpad (depuis le 5 août 1950, communiste) ; Commerce extérieur : *Szobek*, Andras (communiste) ; Industrie lourde : *Zsofinyec*, Mihaly (ministère dissous le 16 décembre 1950) ; Industrie : *Zsofinyec*, Mihaly (16 décembre 1950 — 6 janvier 1952, communiste), *Kosa*, Istvan (du 6 janvier 1952, communiste) ; Culture Populaire : *Revai*, Jozsef (communiste) ; Ravitaillement : *Nagy*, Imre (ministère dissous, 6 janvier 1952, communiste) ; Mines et Electricité : *Czotner*, Sandor (du 16 décembre 1950, communiste) ; Postes : *Katona*, Antal (du 6 janvier 1952, communiste) ; Industrie locale : *Szabo*, Janos (du 6 janvier 1952, communiste) ; Matériaux de Construction : *Apro*, Antal (du 6 janvier 1952, communiste) ; Produc-

tion collective : *Nagy*, Imre (du 6 janvier 1952, communiste) ; Fermes d'Etat : *Hegedus*, Andars (du 6 janvier 1952, communiste).

Quatrième étape : enfin seuls

Depuis le 14 août 1952, la dernière étape a été franchie. Le gouvernement hongrois est entièrement communiste, et *Rakosi*, jusqu'alors vice-président, est devenu président du Conseil.

Voici la composition du gouvernement communiste homogène :

Président : *Rakosi*, Matyas ; Vice-Présidents :

Gero, Erno, *Hidas*, Istvan, *Kiss*, Karol, *Nagy*, Imre ; Affaires étrangères : *Molnar* Erik ; Récolte : *Ficza*, Joseph ; Intérieur : *Gyore* Joseph ; Défense : *Farkas*, Mihaly ; Justice : *Decsi*, Gyula ; Agriculture : *Erdei*, Ferenc ; Santé Publique : *Ralko*, Anna ; Finances : *Olt*, Karoly ; Reconstruction : *Szijarto*, Lajos ; Communication : *Bebrics*, Lajos ; Industrie légère : *Kiss*, Arpad ; Commerce extérieur : *Szobek*, Andras ; Industrie : *Kosa*, Istvan ; Culture populaire : *Revai*, Jozsef ; Mines et Electricité : *Czotner*, Sandor ; Postes : *Katona*, Antal ; Industrie locale : *Szabo*, Janos ; Matériaux de construction : *Apro* Antal ; Production collective : *Nagy*, Imre ; Fermes d'Etat : *Hegedus*, Andars.

Épurations dans les Partis Communistes des Républiques Soviétiques

A l'annonce du XIX^e Congrès du Parti communiste (b) de l'U.R.S.S., de nombreux commentateurs se livrèrent à des pronostics sur le « revirement » de la politique de Staline, sur sa succession dans le Parti et dans l'Etat, sur les conséquences énormes de ce congrès, etc. Or, une fois le congrès terminé, on s'aperçut que rien de ce qu'on annonçait n'était arrivé.

Mais, alors que toute l'attention durant le mois de septembre fut attirée par le congrès d'octobre, les travaux des congrès des Partis communistes des Républiques soviétiques fédérales restèrent ignorés de la presse occidentale. Et pourtant, c'est dans les travaux de ces congrès, dont la propagande parlait beaucoup moins, qu'on avait le plus de chances de trouver des éléments utiles pour la connaissance de la situation intérieure de l'organisation communiste en U.R.S.S.

Les congrès des partis communistes des Républiques soviétiques ont effectivement permis de savoir, de façon d'ailleurs probablement très partielle, que les épurations n'ont pas cessé dans les hauts rangs de la hiérarchie communiste en U.R.S.S. On parle beaucoup des épurations qui sévissent dans les pays satellites ; des procès spectaculaires y ont lieu, mais on ne dit plus rien par contre des mesures identiques prises en U.R.S.S. On en pourrait à tort conclure que les liquidations en masse des chefs communistes sont liées à une étape de l'évolution du régime communiste, et une fois cette étape finie, les épurations disparaissent également. Cette phase, l'U.R.S.S. l'aurait traversée en 1936-38 et les pays satellites seraient en train de la subir actuellement. Peut-être un jour viendrait-il pour eux aussi où le moloch exigerait moins de sang.

Les récents congrès dans les Républiques soviétiques nous apportent une fois de plus la preuve que la liquidation des chefs est inhérente au communisme et que, tant qu'il y aura des partis communistes, il y aura également des chefs démasqués subitement comme des « traîtres ». La seule modification apportée en U.R.S.S. dans le système des épurations c'est qu'on y évite désormais, semble-t-il, d'étaler au grand jour ces lessivages sanglants, et on n'y monte plus de procès à grand spectacle, comme on le faisait avant cette guerre.

La justification « théorique » de ce fait doit peut-être en être cherchée dans l'affirmation que l'U.R.S.S. est passée maintenant du socialisme au communisme. Il faut démasquer publiquement les traîtres durant la période de l'édification du socialisme, dans laquelle l'U.R.S.S. se trouvait avant la guerre et dans laquelle les « démocraties populaires » sont entrées récemment. Mais, maintenant qu'a été décrété le passage du socialisme au communisme, il est impossible qu'il y ait encore des « traîtres », en U.R.S.S., puisque ceux-ci sont simplement les vestiges du passé capitaliste. Pratiquement, toute cette « théorie » n'apporte qu'un changement infime au système des liquidations : alors qu'autrefois quelques-uns des traîtres étaient trainés devant le tribunal, alors que l'énorme majorité des autres disparaissaient sans aucun procès, le second moyen reste seul en vigueur aujourd'hui.

Les congrès de septembre se sont déroulés selon le rite habituel. On y ajouta cette fois-ci une attaque systématique contre la « déviation nationaliste », attaque que devaient suivre critiques et épurations, dans la direction du parti, et parmi les savants et écrivains des Républiques fédérales.

Etats Baltes

Le congrès du Parti communiste d'Estonie, qui eut lieu du 16 au 18 septembre à Tallin, se déroula sous le signe de la lutte contre le nationalisme bourgeois. La résolution finale déclarait : « Le Congrès invite à une lutte vigoureuse contre toutes les manifestations de l'idéologie bourgeoise, pour une dénonciation impitoyable et l'extermination totale du nationalisme bourgeois dans la littérature, dans l'art et dans la science. »

Parmi les victimes de cette condamnation du nationalisme bourgeois, on compte deux personnalités hier encore au sommet de l'Etat et du Parti : A. Velmer, président du gouvernement, démis de son poste un an auparavant, fut « démasqué » comme « nationaliste bourgeois » et Kuzmin, un des secrétaires du Comité central, fut rendu devant le Congrès responsable de « manifestations de nationalisme » au sein du Parti,

après quoi il disparut de la liste du nouveau Comité central.

Le Congrès du Parti communiste de Lettonie, tenu à Riga du 20 au 22 septembre, mit également l'accent sur la lutte contre le nationalisme bourgeois, et soumit à une critique sévère la section de l'Agitation et de propagande du Comité central ainsi que l'Académie des Sciences de Lettonie. Résultat : sur les six secrétaires du Comité central du Parti, nommé au début de 1952, deux restent en place en septembre de la même année.

Le Congrès du Parti communiste de Lituanie, (22-24 septembre 1952) passa au crible les plus hauts dignitaires de l'Etat pour leur « déviation nationaliste ». J. Paletzki, président du Soviet de la République de Lituanie, fut accusé d'avoir « non seulement traité avec indulgence des nationalistes bourgeois, mais de les avoir même aidés » et « d'avoir fait quelques déclarations vagues contre le nationalisme bourgeois seulement pour camoufler son refus de démasquer les vrais partisans de l'idée nationaliste, qu'il ne désire pas combattre. » Le Président du Soviet fit une rétractation publique, en déclarant fondées toutes les accusations portées contre lui et en promettant de « réparer ses fautes par une activité pratique ». Le Président du gouvernement Gedvilas, ainsi que son ministre de l'Agriculture, ne furent pas épargnés non plus, on les rendit responsables des insuccès de l'agriculture collectivisée en Lituanie. L'Académie des Sciences, notamment ses instituts de l'histoire, de langue, de littérature, d'économie et d'agriculture, connut le même sort.

Biélorussie

Le Congrès du Parti communiste de Biélorussie, tenu du 20 au 22 septembre à Minsk, a exposé également à la critique certaines institutions littéraires et scientifiques, et même le gouvernement lui-même, l'accusant de carence dans « l'édification de l'économie soviétique ». Ces attaques furent dirigées contre : A. Kleshtchev, président du gouvernement, ses ministres pour les questions économiques : Brench, Isidorov et Sharoko, ainsi que contre le secrétaire du Comité central du Parti, P. Abrasimov, responsable pour le secteur économique dans le travail du Parti. Ce dernier fut éliminé du Comité central. Aucun renseignement n'a été fourni concernant les ministres critiqués.

Ukraine

Le Congrès du Parti communiste ukrainien qui eut lieu du 23 au 27 septembre 1952, à Kiev, a critiqué lui aussi l'activité du Parti, mais on ignore les noms des victimes de l'épuration.

La résolution du Congrès déclare que l'année dernière a révélé certaines fautes sérieuses de caractère nationaliste-bourgeois dans l'activité du Parti. L'Institut ukrainien de littérature a été stigmatisé pour ses manifestations de nationalisme bourgeois et de cosmopolitisme et pour avoir essayé de réhabiliter certains écrivains connus comme « les pires ennemis de la nation ukrainienne ». Trois auteurs furent cités à ce propos : Sosiura, Rylsky et Pervomaisky, qui après avoir reconnu leurs fautes, « n'ont produit depuis lors aucun ouvrage prouvant le changement de leur orientation ». Même critique contre le théâtre de Kiev qui « s'obstine à ignorer les pièces des auteurs classiques russes ».

La déviation nationaliste fut notamment condamnée dans l'activité poursuivie par le Parti dans les régions détachées de la Pologne. On sou-

ligne que les instituts scientifiques et les hautes écoles ont échappé au contrôle du Parti, qui n'a pas consacré une attention suffisante « à dénoncer les idéologies hostiles, en premier lieu le nationalisme ukrainien bourgeois. » Même l'organe du Parti communiste *Vilna Ukraina*, publié à Lwow, n'atteint pas le niveau idéologique nécessaire.

Carélie

Le Congrès du Parti communiste de Carélie, tenu du 22 au 24 septembre à Petrozavodsk, découvrit également « des erreurs sérieuses commises dans le travail idéologique ». La responsabilité en fut rejetée sur l'un des secrétaires du Comité central du Parti, Tsvetkov, qui fut démis de toutes ses fonctions et dont on ne parla plus. Le premier secrétaire du Comité central, A. Yegorov, bien que critiqué, conserva son poste, de même que le président du gouvernement, P. Prokonnen, contre lequel de graves accusations furent portées et qui fut rendu responsable du travail peu satisfaisant du gouvernement.

Moldavie

Le congrès précédent du Parti communiste moldave, tenu au printemps de 1951, lui avait assigné comme tâche la plus importante la lutte contre les sentiments nationalistes dans la population de cette République, constituée en grande partie par le territoire pris à la Roumanie. Le dernier congrès, tenu du 18 au 21 septembre 1952, à Kichinie, dut constater l'insuccès de cette campagne. Le congrès se déroula selon le même plan que dans les autres républiques soviétiques, ce qui prouve l'identité des ordres envoyés par Moscou. Tout d'abord, le secrétaire général du Comité central, L. Brechnev, qui devait être promu le mois suivant membre-suppléant du nouveau Politbureau (Praesidium), se livra à une attaque violente contre le nationalisme bourgeois et souligna que la Moldavie doit son développement avant tout à la grande nation russe et à son aide fraternelle. « On découvrit des responsables de la déviation nationaliste jusqu'au Secrétariat même du Comité central du Parti, à la suite de quoi des six membres, élus en avril 1951, trois ont disparu de la nouvelle liste, établie en septembre 1952. »

L'attaque fut dirigée également contre des publications scientifiques et de propagande, sous la même accusation de déviation nationaliste. L'organe du Parti, *Sovietskaya Moldavia*, aurait lui-même publié des travaux d'historiens suspects de nationalisme bourgeois ! Deux historiens connus, Berezniaikov et Levit, furent accusés d'avoir exprimé des opinions bourgeoises-nationalistes dans leurs ouvrages.

Républiques du Caucase

Le congrès du Parti communiste de Géorgie, réuni du 15 au 18 septembre 1952, à Tiflis, entendit le rapport présenté par A. Mgeladzé, premier secrétaire du Parti, qui se livra lui aussi à une attaque véhémement contre le nationalisme bourgeois et glorifia la grande nation russe. Les victimes de cette déviation nationaliste furent comme partout des fonctionnaires du Parti et des écrivains. On fit connaître qu'une vaste épuration a été entreprise dans les organisations du Parti, depuis son Comité central et son organe quotidien, *Zarya Vostoka*, jusqu'aux organisations locales, surtout dans les centres industriels comme Batoum et Chiatouri.

On cita par ailleurs un grand nombre d'écrivains « purgés » pour leur nationalisme, comme K. Gamsahurdia, pour « *séparatisme national* » et « *idéalisation du passé de la Géorgie* » ; S. Dadiani, pour avoir mal interprété dans son roman « *Youri Bogoljoubski* » l'amitié séculaire entre les nations russe et géorgienne, et le président des écrivains soviétiques de Géorgie, Leonidzé. Certains films furent critiqués pour la même raison, ainsi que le ministère de la production cinématographique.

Le Congrès du Parti communiste d'Arménie (20-22 septembre), sanctionna la liquidation du secrétaire du Comité central, A. Pogosov, qui selon le communiqué officiel fut « *sévèrement puni pour la violation de la discipline du Parti et de l'Etat* ». D'autre part, le congrès constata que l'Institut de la littérature de l'Académie des Sciences n'a pas rempli ses tâches notamment en ce qui concerne la publication des œuvres du marxisme-léninisme et que les historiens de la littérature d'Arménie « *au lieu de dénoncer les daschnaks (membres du mouvement arménien pour l'indépendance) consacrent encore leur énergie à des considérations vagues et non critiquées.* »

Le Parti communiste d'Azerbeïdjan se réunit en Congrès à Bakou du 23 au 25 septembre. Le Congrès précédent, en mai 1951, avait déjà procédé à une vaste épuration, qui se poursuivit à ce nouveau congrès. L'accusation de nationalisme bourgeois fut ici complétée par une autre, beaucoup plus menaçante, rappelant l'époque des purges de 1936-38 : « *ennemi du peuple* ». Des cinq secrétaires du Comité central nommé au congrès de mai 1951, un seul reste à son poste après septembre 1952. Critique très sévère de même à l'adresse de l'Agitprop du Comité central et contre l'Académie des Sciences, qui a failli à sa tâche de devenir le centre de la pensée scientifique dans la République.

Républiques de l'Asie centrale

Le Congrès du Parti communiste de Tadjikistan a eu lieu du 19 au 21 septembre à Stalinsk, et ses travaux ont mis l'accent sur la lutte contre le nationalisme bourgeois dans le Parti. Pulatov, secrétaire du Comité central du Parti, responsable de la propagande, de l'agitation et de l'éducation idéologique, fut accusé d'avoir non seulement négligé la lutte contre la propagande nationaliste et *musulmane*, mais de plus d'avoir protégé certaines personnes connues comme politiquement peu sûres, et de les avoir placées à de hauts postes. Il est compréhensible que le nom de ce secrétaire soit introuvable sur la nouvelle liste du Comité central.

Le Congrès du Parti communiste de Turkménistan, tenu à Aschkhabad du 20 au 22 septembre, a jeté un peu de lumière sur l'étendue des épurations dans cette République. Le point de départ fut le limogeage en juillet 1951 du premier secrétaire du Comité central S. Batyrov, décoré six mois auparavant de la médaille de Lénine, la plus haute distinction dans la hiérarchie communiste. Le Congrès révéla que durant l'année précédente un tiers des dirigeants du Parti dans le pays fut éliminé et que la moitié des fonctionnaires du Parti dans la capitale a été épurée. Le monde des lettres et de l'histoire ne fut pas non plus épargné, et l'historien le plus connu du Turkménistan, S. Nepesov, fut dénoncé comme « *promoteur de l'idéologie bourgeoise nationaliste* » et « *falsificateur de l'histoire de Turkménistan* ».

Le Parti communiste de Kirghizie à son Congrès de Frunzé (20-22 septembre), s'occupa également de la critique de l'appareil du Parti et de l'Académie des Sciences. Un fait intéressant fut révélé : Moscou avait demandé le limogeage du ministre de la sécurité d'Etat, Aliyev, de son poste, mais le gouvernement de Kirghizie lui avait confié la vice-présidence du Conseil des ministres. Ce n'est que sur la seconde intervention de Moscou que celui-ci disparaît.

Au Congrès du Parti communiste d'Ouzbékistan, à Taschkent (20-22 septembre), le premier secrétaire du Comité central, Niyazov se livra à une attaque violente contre le « *nationalisme bourgeois* » qui se manifeste dans cette République : « *Les survivances du nationalisme trouvent leur expression dans l'idéalisation du passé d'Ouzbékistan, dans l'oubli des antagonismes de classe qui existaient dans l'Ouzbékistan avant la révolution, dans les tentatives de négliger ou de diminuer l'importance énorme de la nation russe et de la culture russe pour le destin de l'Ouzbékistan et d'autres peuples de l'Union Soviétique, dans les tentatives de toutes sortes pour affaiblir l'amitié indestructible entre les peuples de notre patrie. Les organisations du Parti en Ouzbékistan doivent mener une lutte impitoyable contre la moindre manifestation du nationalisme bourgeois, elles doivent dénoncer le caractère réactionnaire du pan-islamisme et pan-turkisme, elles doivent augmenter la vigilance politique et éduquer quotidiennement les masses travailleuses de la République dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien.* » Le même discours a donné quelques exemples de l'épuration de ces éléments « *nationalistes-bourgeois* » : durant l'année 1952, les quatre militants qui se sont succédés dans les fonctions de premier secrétaire du Parti dans la capitale furent épurés, de même que le président du conseil municipal.

Le Congrès du Parti communiste de Kazakhstan, qui se réunit à Alma-Ata (20-22 septembre) se déroula de la même façon. Il dressa un bilan des épurations, qui eurent pour point de départ le Congrès précédent tenu en 1951, et atteignirent de nombreuses personnalités éminentes du régime, entre autres le ministre de la justice, S. Nurbayev, accusé d'avoir négligé l'activité bourgeoise nationaliste de nombreux hauts fonctionnaires du Parti et de l'Etat (1).

(1) Les extraits du compte rendu des Congrès communistes dans les Républiques fédérales soviétiques, tirés de la *Pravda*, ont été publiés dans « *Monthly Report On Soviet Affairs* », London, September, 1952.

Nous rappelons aux membres de notre Association en retard dans le paiement de leur cotisation qu'elle est fixée à 2.000 francs (6 mois), 4.000 francs (12 mois). En ce qui concerne les membres à l'étranger, la cotisation est fixée à 5.000 francs (12 mois) et à 6.000 francs si ces membres désirent recevoir le Bulletin par avion. Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris 7241-06, ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

Le « meilleur enseignement au monde »

LA Pravda du 16 novembre consacre son éditorial à l'excellence de l'enseignement que le régime soviétique prodigue aux nationalités non russes.

« En ce qui concerne l'enseignement supérieur, écrit-elle, les Républiques soviétiques ont devancé de loin, non seulement les pays étrangers orientaux, mais encore les pays d'Europe occidentale. Ainsi par exemple, sur 10.000 habitants on compte dans les établissements de l'enseignement supérieur 58 étudiants au Tadjikistan, 71 en Ouzbékistan, 93 en Azerbaïdjan. En même temps, sur le même nombre d'habitants on ne compte que 3 étudiants dans les établissements de l'enseignement supérieur de l'Iran, 9 dans l'Inde, 32 en Italie, 36 en France. »

Point n'est besoin de disposer d'une documentation détaillée pour se rendre compte de l'in vraisemblance absolue de ces chiffres. La Pravda n'a pu se livrer à une telle comparaison que parce qu'on qualifie en U.R.S.S. d'« enseignement supérieur » un enseignement qui mériterait à peine le qualificatif de secondaire en France, en Italie et dans toute l'Europe occidentale en général. On imagine d'ailleurs facilement la nature et le niveau d'un enseignement « supérieur » touchant 6 à 9 pour mille d'une population dont une partie notable — et tel est le cas en Azerbaïdjan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan — est encore en train d'apprendre péniblement à lire et à écrire.

La Pravda elle-même prend soin de nous édifier, cinq jours plus tard, sur la qualité de l'enseignement soviétique. On lit en effet dans son éditorial du 21 novembre :

« Chez nous il y a encore des rayons, des ré-

gions et des Républiques où le plan de l'école septennale n'est pas réalisé, où l'on enregistre au cours de l'année scolaire d'importantes défections. Cela se produit dans le Daghestan, dans la région de Krasnodar, dans la province de Pinsk en Biélorussie, où l'on ne prend pas les indispensables mesures contre l'abandon des classes. Il y a de sérieuses insuffisances dans l'enseignement de nombreuses écoles. Le nombre important des « redoublants » et des élèves échouant dans telle ou telle discipline s'explique avant tout par les insuffisances du travail pédagogique...

« On sait que le maître joue un rôle décisif dans le travail scolaire. C'est de son savoir, de son expérience et de son aptitude à les transmettre aux élèves que dépend en premier lieu la qualité du travail pédagogique. Une partie des maîtres n'a pas encore la formation correspondante et a besoin d'un sérieux relèvement de la qualification. Cependant, la formation par correspondance [vous avez bien lu : il y a en U.R.S.S. ce que l'on pourrait appeler des écoles normales par correspondance ! — B.E.I.P.I.] des maîtres et l'activité des organisations méthodologiques pour aider le corps enseignant sont organisées de manière insuffisante... Il y a chez nous des écoles où les enseignants font preuve de formalisme dans leur métier de pédagogues, où ils font la leçon en récitant le manuel et ne savent intéresser les élèves à ce qu'ils enseignent. »

Ces quelques extraits donnent une idée suffisante de la qualité de l'enseignement soviétique. Des élèves passant par un enseignement primaire et secondaire du genre de celui caractérisé par la Pravda seraient difficilement admis dans l'enseignement supérieur occidental.

Comment la « Pravda » humilie les Chinois

VOICI, une fois de plus, un exemple typique du chauvinisme délirant dont la presse soviétique imprègne ses lecteurs. Le correspondant de la Pravda à Pékin, L. Diéloucine, écrit dans le n° du 29 octobre sous le titre : « Contes d'une grande amitié » :

« Dans les articles publiés ces temps derniers par la presse chinoise, on traite beaucoup de l'assimilation de l'expérience technique soviétique par les ouvriers, les ingénieurs et les techniciens chinois. En parlant de la mise à profit de l'expérience technique avancée de l'U.R.S.S., le journal Jen Min-Jibao souligne que cette expérience n'a pas seulement accéléré la construction, mais — ce qui est encore plus important — qu'elle a rendu possible le progrès de l'esprit technique chinois. « Notre grande alliée — l'Union Soviétique — écrit le journal Doun-Béi-Jibao, apporte une aide immense à l'édification industrielle dans le Nord-Est... Cette aide amicale permet de travailler rapidement et elle accroît la confiance des larges masses laborieuses. Avec l'aide de nos frères aînés soviétiques, nous pourrions rapidement réaliser l'industrialisation du pays... »

« Ceux-là mêmes qui jadis s'inclinaient en tout devant la technique américaine tant vantée, ont été obligés de reconnaître l'excellence des méthodes soviétiques. « En ce moment l'ingénieur Liou-Tchoun-Pou, écrit le journal Tsé-Fan-Jibao, étudie la technique soviétique avancée. Il passe ses soirées à traduire un livre sur l'expérience sta-

khanoviste dans la soudure électrique. » Le journal Tsan-Tsan-Jibao écrit : « En ce moment, beaucoup de gens apprennent la langue russe, en s'efforçant de la posséder assez pour lire des ouvrages techniques soviétiques. »

« Nous sommes avant tout reconnaissants au camarade Staline de cette aide, déclare un ouvrier de l'usine métallurgique de Chi-Tsin-Chan. Rien ne saurait se comparer à cette aide. Le Parti communiste de l'U.R.S.S. n'est pas seulement un phare pour nous, mais il nous a apporté en outre son aide entière pour le développement de notre industrie. Sans l'aide de l'U.R.S.S. le développement de notre pays n'aurait pas été aussi rapide. La nation chinoise n'oubliera jamais une telle amitié. Je ne sais comment exprimer ma joie au sujet des grandes décisions du XIX^e congrès du Parti. »

Il est certain que l'expérience technique des Russes, de beaucoup supérieure à celle des Chinois, peut profiter à ceux-ci dans une large mesure. Mais la lourde insistance que l'auteur met à souligner la supériorité russe, supériorité que la presse chinoise monte aussi en épingle, ne peut pas ne pas choquer les Chinois. Les Russes ont l'air d'oublier que les Chinois sont un peuple de vieille civilisation, qui pardonne moins facilement les humiliations morales que les déprédations matérielles. Les Blancs occidentaux en ont fait l'expérience, et les Russes la feront à leur tour.

IMAGES DE LA VIE SOVIÉTIQUE

U.R.S.S.

PRAVDA, 29-12-52, éditorial :

« En mai 1951, on transporta secrètement aux Etats-Unis 1.400 prisonniers de guerre (nord-coriens) pour expérimenter sur eux les armes atomiques. En mai de cette année-ci, au camp numéro 77, on a expérimenté sur des prisonniers de guerre qui avaient demandé à rentrer chez eux, des lance-flammes d'un nouveau modèle ; 800 prisonniers de guerre furent brûlés vifs par les monstres américains. »

HONGRIE

« Le général de l'Armée française, Clément Blanc s'installe confortablement dans un des fauteuils en cuir de l'appartement de Tito. Le dictateur de Belgrade est assis en face de lui et guette comme un laquais chacune de ses paroles.

— Alors, qui trouveriez-vous digne de porter la Légion d'Honneur ? demanda le général français. — Je sais que vos hauts-officiers sont des garçons à toute épreuve, mais la Légion d'Honneur est une grande affaire et nous ne pouvons la distribuer à tout venant. Essayez donc de soumettre un nom digne.

Tito sort une liste, murmure à demi-voix, puis, tout à coup s'écrie :

— Voilà ! Le général Ivan Goshnyak, le remplaçant du ministre de la Défense. Celui-là je peux le recommander en toute confiance.

— Pourquoi ? Le trouvez-vous si honnête ?

— Je crois bien ! Il a travaillé pour vous, Français, pendant la guerre, il était l'homme de confiance de votre II^e Bureau.

— L'affaire commence à être intéressante. Cet homme semble posséder toutes les conditions requises pour être considéré comme un homme d'honneur.

— Je le crois bien... Comme il était votre agent il a naturellement cherché à entrer en contact avec la Gestapo...

— Et a-t-il réussi ? — demande le Général Blanc avec une lueur d'espoir dans les yeux.

— Naturellement. Il est devenu un de ses hommes de confiance. Goshnyak a travaillé comme un de vos pétainistes les plus sûrs...

— Merci. Oui il me semble vraiment un homme d'honneur. Il recevra la cravate de commandeur de la Légion d'Honneur. Passons au suivant.

— C'est notre chef d'Etat-major, le général Kotcha Popovich.

— Quels sont ses mérites ?

— Lui aussi a débuté comme Goshnyak : il a organisé le service d'information français.

— Et puis il est venu à la Gestapo ?

— Oui. Mais la chose n'a pas pris fin avec ça. Plus tard il a fait ses offres aux services d'espionnage américains, à la CIC.

— Mais c'est un homme encore plus honorable —, répliqua Blanc tout ému. — Il mérite de recevoir la Grand Croix de la Légion d'Honneur. Et maintenant j'aimerais faire la connaissance des nouveaux promus dans la Légion d'Honneur pour que je puisse leur donner moi-même les insignes et les petites choses qui s'y ajoutent... »

ESTI BUDAPEST, 14-11-1952.

POLOGNE

Extrait du discours de Stanilas Radkiewicz, ministre de la Sécurité Publique en Pologne : « Grâce à l'essor de la formation professionnelle, 8.600 prisonniers ont acquis une haute qualification professionnelle et reçu des diplômes de seruriers, de soudeurs, de mécaniciens d'automobiles en 1951 et 1952. Plus de trois fois autant ont appris d'autres métiers » (TRYBUNA LUDU, 23-11-1952).

8.600 + (8.600 × 3) = 34.400 prisonniers d'élite. Cela suppose au total combien de prisonniers ?

**

Salaires et prix polonais : « Je vois tous les jours de ma fenêtre Varsovie en reconstruction. Notre maison a été réparée et nous avons enfin un logement décent. Mais est-ce suffisant ? Je gagne 400 zlotys par mois, ma belle sœur en touche 360 comme femme de ménage et mon frère 500. » (ZYCIE WARSZAWY, 22-10-52).

« Dans un groupe qui atteint 180 % de la norme et 93,3 % du point de vue de la qualité, le salaire journalier d'une ouvrière s'élève à 26 zlotys 75 grosze. Dans le même temps, une ouvrière d'un autre groupe accomplissant 194 % de la norme et 88,6 % de la qualité touche 28 zlotys 69 grosze, soit 2 zlotys de plus. » (TRYBUNA LUDU, 25-10-52).

« — On peut marcher jusqu'à tomber de fatigue — se plaint une cliente dans le magasin n° 375, dans la rue Nowy Swiat 46. Je cherche des chaussures pour mon garçon de 4 ans. C'est le cinquième magasin que je visite.

« Le vendeuse en chef lève les bras en signe d'impuissance. Elle le fait plusieurs fois dans la journée.

« — Il nous est difficile de satisfaire aux demandes des clients et d'exécuter le plan du chiffre d'affaires, explique-t-elle...

« Et les gens ne cessent de chercher les chaussures d'enfants, ainsi que des chaussures en cuir pour hommes à bon marché, solides, au prix de 200-250 zlotys. »

Même refrain dans le magasin de confection :

« Nous manquons de manteaux, de vestes, de linge chaud pour femmes, de pullovers, de cache-cols, de bas, etc... Les plus jeunes citoyens semblent complètement oubliés.

« On manque... Ces mots sont répétés dans nombre de magasins. Il existe cependant des magasins où l'on trouve un grand choix de vêtements, de linge et de chaussures. »

Certes, cela existe, mais uniquement dans les « quartiers représentatifs ». Les prix y sont élevés, en sorte que ces marchandises ne sont accessibles qu'aux « représentants » du peuple.

« Les souliers d'hommes, cousus, au prix de 320 zlotys, ainsi que des chaussures de skis, dont les prix varient entre 450 et 628 zlotys, connaissent un grand succès. Les Varsoviennes achètent volontiers les souliers sports, solides et élégants, à 360 et 400 zlotys... On peut s'habiller ici des pieds à la tête. De très jolies écharpes sont vendues de 11 à 100 zlotys, des pulls, de 65 à 400 zlotys, des chemises de 40 à 200 zlotys. »

GLOS PRACY, 22-10-52.